

ÉTATS-UNIS
La dérive
autocratique en
grande pompe

PAGES 6-9

CAPITALISATION
Un débat qui
déchaine les
pensions

PAGES 10-11



AMSTRAK GRAM

FESTIVAL
D'ANNECY
L'anim aux pays
des merveilles

PAGES 24-25

Libération

NÉTANYAHOU-KHAMENEI

LA DYNAMIQUE DU PIRE

Faut-il craindre que la guerre entre Israël et l'Iran s'installe ? Les deux leaders ont intérêt à poursuivre les hostilités pour se maintenir au pouvoir, et Donald Trump peine à reprendre l'initiative.

PAGES 2-5

CHRISTOPHE ENA AFP ET ALJRAF/E MIDDLE EAST IMAGES ABACA

M 00135 - 616 - F: 2,80 €

Libération



IRAN-ISRAËL

Nétanyahou et Khamenei jouent au poker avec la guerre

Soudaine et meurtrière, l'escalade survenue au Moyen-Orient ces derniers jours illustre les stratégies personnelles du Premier ministre israélien et du Guide suprême iranien pour asseoir leur pouvoir et leur crédibilité dans leur pays.

ANALYSE

Par DOV ALFON
et HAMDAM MOSTAFAVI

Le 7 novembre 2024, à 2000 km de distance l'un de l'autre, deux leaders âgés et accusés parvenaient à une même conclusion : l'élection inattendue de Donald Trump à la Maison Blanche pouvait leur offrir l'occasion de régler bien des problèmes internes.

Pour Benyamin Nétanyahou – confronté aux limites de sa coalition baroque et chancelante, cerné par des manifestations de plus en plus étendues, menacé par la perspective de son procès pour corruption et inquiet de sa consignation dans l'histoire au rang de responsable du plus grand échec sécuritaire de la nation juive –, le retour de son vieux pote dans le Bureau ovale pourrait permettre de sortir du frigo le plan ambitieux, repoussé par tous les présidents américains depuis au moins deux décennies, de mettre un terme aux ambitions nucléaires des mollahs par la force.

Ali Khamenei, le Guide suprême, sait lui que le caractère imprévisible et anticonformiste du leader américain peut le pousser à sceller un accord sur le nucléaire, même si c'est Trump qui en 2018 avait déchiré le précédent accord conclu par Obama. Car la situation a changé : les Iraniens ont eu plusieurs années pour faire avancer leur programme nucléaire, ce qui leur redonne un avantage, même si sur d'autres fronts la situation est

plus tendue que jamais. Après avoir fait face à une révolte populaire majeure, sans doute la plus symbolique depuis l'avènement du régime, Khamenei a dû faire face à l'élimination systématique par Israël de ses proches commandants et de ses alliés, en premier chef le fils spirituel, Hassan Nasrallah, patron du Hezbollah libanais. L'économie iranienne est, elle, au plus bas, la levée des sanctions semblant la seule voie de sortie possible. Ali Khamenei sait que face à Trump, et à sa proximité avec Israël, il lui faut passer un deal ou en subir les conséquences. Le tout étant de disposer de suffisamment de moyens de nuisance pour faire tourner ce deal à son avantage.

TRUMP, ROI DU DEAL

A la mi-novembre, selon ses propres révélations dans un dernier discours télévisé, Benyamin Nétanyahou donnait ordre à son nouveau chef d'état-major de réactiver le plan d'attaque sur les infrastructures nucléaires iraniennes. Et le 5 décembre, selon un rapport d'enquête de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) vite balayé par les événements, Ali Khamenei ordonnait l'accélération de la production d'uranium enrichi à 60%, soit bien plus que toute justification civile crédible.

Pour l'Iran, il s'agit donc avant tout d'arriver à la table des négociations face à Trump, le roi du deal, avec des cartes assez fortes pour en in-

fluencer le résultat. Cet objectif fut pleinement atteint, puisque d'après le rapport de l'AIEA, Téhéran avait produit au 12 juin 2025 assez d'uranium enrichi pour fabriquer plus de neuf bombes. Bien décidé à ne pas se laisser ballotter comme Volodymyr Zelensky avant lui, Khamenei pouvait être persuadé que Trump se laisserait convaincre par une offre combo de menaces nucléaires d'un côté et de champs gaziers et pétroliers à vil prix de l'autre, carotte et bâton. Un art de souffler le chaud et le froid, qui a permis au régime de se maintenir depuis quarante-cinq ans, de diffuser sa politique via ses proxys dans tout le Moyen-Orient et d'être une puissance régionale majeure, malgré une guerre, des révoltes régulières et un lot sans cesse plus lourd de sanctions internationales.

Mais pour Nétanyahou, il n'est pas question de laisser un deal irano-



américain se mettre en place. Vendredi, il fait un malaise lors de son interrogatoire à son procès pour corruption, sa coalition menace de s'effondrer au Parlement et son gouvernement mène à Gaza et en Cisjordanie des actions de plus en plus illégitimes, contestées dans l'opinion israélienne et vues comme génocidaires dans l'opinion mondiale. Quarante-huit heures avant l'ouverture des discussions avec l'Iran à Oman, Nétanyahou pense pouvoir se débarrasser d'un seul coup de tous ses tracas : bombarder l'Iran faisant oublier tout le reste.

Car après l'attaque contre l'Iran, l'extrême droite ne peut plus menacer de quitter sa coalition. Cette nouvelle guerre ouvre la porte à une participation du centre-droit au gouvernement, donnant à Nétanyahou une bien plus grande marge de manœuvre politique.

Mieux, une guerre avec l'Iran laisse flotter sur l'Occident le danger d'une crise énergétique mondiale, d'une nouvelle vague de réfugiés, d'un effondrement des marchés, d'un blocus maritime, d'une instabilité politique dans des pays arabes amis, voire d'accidents nucléaires, autant de raisons géopolitiques suf-

fisantes pour relâcher la pression sur Gaza.

Trump aurait-il pu empêcher cette guerre dans la nuit de vendredi à samedi, alors qu'il pérorait au pique-nique annuel du personnel de la Maison Blanche ? Oui. L'a-t-il fait ? Non. C'est là la raison de l'incompréhension iranienne de la situation. Se préparant à un round de négociations décisives à Oman, les Iraniens se croyaient à l'abri. A coup sûr, Trump, tout content à l'idée de faire le deal du siècle, tiendrait en laisse Nétanyahou, dont la politique radicale à Gaza mettait de plus en plus mal à l'aise ses alliés occidentaux.

DÉMONTRER SA FORCE

Les options du régime iranien sont toutefois plus variées que Nétanyahou a l'air de le penser. Le régime iranien, tout comme Israël, pourrait désormais estimer qu'il mène un combat pour sa propre survie. Il lui faut en tout cas démontrer sa force, tant à son propre peuple qu'à l'ensemble de la région. Face à l'échec relatif de ses représailles jusqu'à aujourd'hui, Téhéran peut être tenté de viser les bases américaines au Qatar et à Bahreïn, mettant la pression sur Trump de préférer un deal comprenant l'arrêt

Trump aurait-il pu empêcher cette guerre samedi, alors qu'il pérorait au pique-nique annuel du personnel de la Maison Blanche ? Oui. L'a-t-il fait ? Non.



ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Choc

Ce qui pouvait être considéré dans les premières vingt-quatre heures comme une offensive militaire éclair destinée à affaiblir le programme nucléaire iranien ressemble de plus en plus à une véritable guerre d'attrition lancée par Benyamin Nétanyahou pour faire tomber le régime de Téhéran. Cette opération, préparée en Israël depuis plusieurs mois par l'état-major et le Mossad, semble avoir bénéficié d'importantes complicités au sein même du dispositif militaire iranien, ce qui donne déjà une première indication de la fragilité du régime.

Combien de temps durera-t-elle ? Tout dépendra de la capacité de Téhéran à tenir militairement et surtout politiquement le choc. Pour l'heure, le régime essaie de répondre aux salves lancées sur son territoire mais l'état-major des Gardiens de la révolution, véritable force militaire du pays, a été décapité, et le stock de missiles balistiques – l'arme la plus dangereuse dont dispose Téhéran – finira tôt ou tard par s'épuiser. La seule question qui vaille aujourd'hui, c'est surtout : «Pourquoi ?» Pourquoi prendre le risque de causer tant de morts civils en Iran et en Israël ?

Certes, le programme nucléaire iranien semblait se développer à grande vitesse. Mais le président américain était pour une fois dans une optique de négociations. Et les dernières cibles visées par Israël, les sites pétroliers et gaziers, semblent indiquer que le nucléaire n'était qu'un prétexte ou, disons, une opportunité. Benyamin Nétanyahou, qui brandit la menace iranienne depuis plusieurs décennies, est assuré, en mettant le feu à l'Iran, de rassembler tout Israël derrière lui. Et donc de rester le chef de guerre dont il a endossé le costume pour rester au pouvoir. La population iranienne qui, dans sa grande majorité, abhorre ce régime des mollahs qui la terrorise et la prive de toute liberté, aura-t-elle le même réflexe ? C'est ce qui déterminera sans doute la suite de la guerre. ◆

des frappes israéliennes. Le régime iranien garde des capacités de nuisance en Irak, où des milices chiites peuvent s'attaquer aux Américains, ou encore en Syrie, où le nouveau pouvoir n'est pas encore consolidé. Trump a déjà signalé – comme à son habitude, dans une phrase hautement ambiguë pouvant signifier tout et son contraire – qu'une telle escalade entraînerait une participation massive des Etats-Unis dans ce conflit. L'Iran pourrait donc préférer d'autres options tout aussi incontrôlables, comme l'arrêt par la force de toute exportation de pétrole de la région. L'Arabie Saoudite craint depuis longtemps des frappes sur son approvisionnement en eau, par exemple, ou sur ses installations énergétiques.

De telles actions entraîneraient probablement un conflit régional bien plus dangereux pour la paix du monde. Mais pour les deux joueurs de poker attablés face à Trump, il en va non seulement de leur sécurité nationale, mais aussi de leur survie personnelle. Khamenei comme Nétanyahou ont besoin de l'état de guerre perpétuelle pour se maintenir. Pour l'un comme pour l'autre, ce n'est pas le moment de quitter la table. ◆

En banlieue de Tel-Aviv, les civils entre effroi et paranoïa

Les habitants, plongés dans la terreur par les frappes meurtrières de l'Iran, ont oublié temporairement leurs divisions à l'égard du gouvernement israélien.

Cela commence par des gens qui courent : les premiers prévenus, les plus angoissés. Dès que des projectiles tirés d'Iran sont repérés par Israël, tous les résidents des zones ciblées reçoivent une alerte par une application dédiée, mise à jour pour l'occasion. «Une alerte est attendue : rapprochez-vous d'un abri», puis «rentrez dans l'abri» et, enfin, les sirènes. Il est 16 heures environ dimanche lorsqu'elles retentissent dans le nord et le centre du pays. A Bat Yam, banlieue prolétaire au sud de Tel-Aviv, les curieux et les secouristes à proximité du bâtiment frappé directement dans la nuit de samedi à ce dimanche se serrent dans l'abri du sous-sol d'une école. Un chien tremble de tout son corps, des ouvriers rigolent discrètement.

Un petit groupe de personnes se serre autour d'un téléphone portable, le seul à avoir du réseau. Sur l'image, un écran partagé entre Tel-Aviv et Jérusalem : c'est la première fois que les missiles iraniens visent Israël pendant la journée. La veille, c'est vers 2h30 que les sirènes s'étaient déclenchées.

IMMEUBLE DÉVASTÉ

Ce n'est pas au refuge que Benny Cohen, 70 ans, a pensé en premier, mais à son fils et sa famille. «Je suis sorti dans la rue pour aller les retrouver, et j'ai vu le missile tomber, là, comme je vous vois», dit-il. «Elles ont 6, 9 et 12 ans», répond l'homme quand un journaliste lui demande les âges de ses petites-filles, avant de fondre en larmes. Les collègues se pressent autour de lui, affamé d'informations. Il arrive à dire «elles vont bien, elles vont bien», avant de franchir le cordon qui coupe les curieux des secouristes qui s'affairent encore au

tour de l'immeuble dévasté. En se perchant sur un bâtiment voisin, il est possible de voir la façade entièrement détruite et les vies qui s'écoulent des appartements éventrés. Sept morts en tout, dont au moins deux enfants, trois personnes encore sous les décombres : à la tombée de la nuit, ce dimanche, il n'y avait plus beaucoup d'espoir de les retrouver en vie, malgré le travail ininterrompu des secouristes. Ils portent l'uniforme vert de Tsahal, mais leurs casques orange rappellent ceux de leurs collègues à Gaza, à 60 kilomètres à peine plus au sud. Le gouvernement israélien s'insurge de ces frappes sur ses civils, sans pour autant s'émoiuer des morts provoquées par ses bombardements dans l'enclave palestinienne.

La frappe a touché tout le quartier, qui se vide : les voisins font leurs bagages, remplissent des voitures poussiéreuses. L'un d'entre eux est assis, prostré sur un perron, le

Suite page 4



Suite de la page 3 tee-shirt taché. Autour de lui, les curieux essaient de jeter un œil aux dégâts en passant entre les clôtures qui séparent les maisons. Un gamin à papillotes embarque une paire de baskets en passant. Certains filment, essaient de s'approprier le désastre qui appartient à des familles déboussolées, assises sous un auvent. A un moment, une échauffourée : une jeune fille jure, ordonne aux journalistes de se barrer «avec leurs caméras maudites» pendant que des policiers prennent gentiment un jeune militaire aux yeux rougis à l'écart. «Mais au moins, qu'ils leur disent quelque chose», crie le conscrit. C'est la confusion à l'échelle de tout le pays, l'incertitude d'une nouvelle réalité qui s'installe.

Sur les routes, cette angoisse se constate. Les écoles sont fermées et beaucoup d'Israéliens veulent rester chez eux en cas d'alerte – une rupture brutale pour l'économie du pays. «On a décidé de fermer deux heures plus tôt», explique Tamar, 54 ans, qui tient un café en bordure d'autoroute entre Haifa et Tel-Aviv. «Il n'y a pas de clients et la moitié des livraisons ne sont pas arrivées non plus.» Ici, les alertes n'ont pas retenti. Mais Tamar a entendu le sol trembler après des impacts à Haifa, à 60 kilomètres au nord. L'isolement du café de Tamar est celle du pays tout entier : en fermant son espace aérien dès le début de l'attaque, vendredi, Israël s'est aussi coupé du monde. La compagnie aérienne El Al et le gouvernement israélien ont annoncé vouloir mettre en place une soixantaine de vols pour ramener les milliers d'Israéliens bloqués à l'étranger, mais cela s'avère compliqué.

IMPÉRIALISME INCOMPRÉHENSIBLE
Rimmon se morfond à Athènes, songe à rentrer en passant par le Sinaï ou la Jordanie pour retrouver son mari et leurs deux enfants, «mais j'ai peur qu'il m'arrive quelque chose. Moi, ça va, j'ai un passeport allemand, mais je voyage avec une copine qui n'a qu'un passeport israélien. Je ne sais pas ce qu'ils vont nous faire quand on arrivera en Egypte». Cette paranoïa est représentative d'un Etat qui s'enfonce de plus en plus dans une mentalité de paria, alors que l'Iran veut se porter devant les Nations unies en tant que victime d'une attaque que même Benyamin Nétanyahou a qualifié de «préventive». En visite à Bat Yam, le Premier ministre a promis que l'Iran «paierait un prix élevé pour le meurtre de civils visés délibérément» dans une guerre qu'il a pourtant commencé. Pourtant, les dissensions se sont tuées l'espace d'un instant. Les

manifestations ont été reportées. La presse ne parle plus des débats autour de la conscription des ultraorthodoxes. En suivant Nétanyahou à Bat Yam quelques minutes plus tard, l'ancien Premier ministre Naftali Bennett, qui ne cache pas ses ambitions de rempiler, lui a presque affiché son soutien dans cette guerre. «Ceci n'est pas une guerre entre Israël et le peuple iranien. J'ai un appel pour le peuple iranien : révoltez-vous», a-t-il dit au micro de la chaîne Channel 13. La radio israélienne interroge des partisans de l'ancien chah d'Iran, qui disent en hébreu que 90 % des Iraniens soutiennent Israël. Comme si les Iraniens n'avaient pas vu, comme le reste de la planète, les images de Gaza.

Ce n'est que temporaire, évidemment : la blague du moment est que l'épouse du Premier ministre, Sara Nétanyahou, honnie par beaucoup d'Israéliens, aurait fait déclarer la guerre pour annuler le mariage de son fils cadet, prévu pour ce lundi, avec une femme qu'elle n'aimera pas. Reste que le Premier ministre est en train de réaliser un coup politique et de se creuser une place inespérée dans l'histoire. L'armée israélienne déclarerait vouloir établir une «supériorité aérienne» sur l'Iran, ce dimanche. Un impérialisme incompréhensible pour un petit pays de 10 millions d'habitants, mais qui pourrait, au moins temporairement, mettre en place ce nouveau Moyen-Orient dont parle Nétanyahou depuis des mois.

Avec le changement de leadership à la tête de toutes les branches des services de sécurité, Nétanyahou s'est aussi assuré d'être le seul à pouvoir s'en arroger la responsabilité. Ce nouveau Proche-Orient, il le crée par la supériorité technologique de sa défense et de sa force aériennes, par l'inventivité de ses services secrets, et aussi par les frappes indiscriminées sur Gaza, par l'attaque des bipeurs au Liban et l'étouffement de la population palestinienne en Cisjordanie.

La conférence franco-saoudienne pour la solution à deux Etats, initialement prévue mardi à New York et contre laquelle le pouvoir israélien se battait corps et âme, a été repoussée et Paris affiche désormais un soutien appuyé à l'Etat hébreu face à l'Iran. Les Palestiniens, qui continuent à mourir dans un black-out total à Gaza, regardent parfois avec délice les missiles iraniens voler vers Israël : il est permis de douter que la paix entre les peuples sera le résultat de cette confrontation qui pourrait durer des semaines, voire des mois.

NICOLAS ROUGER
Envoyé spécial à Bat Yam



Dans une station essence de Téhéran, dimanche. PHOTOS ATTA KENARE AFP



Des images satellites d'une installation nucléaire iranienne avant et après avoir été

manche, cette agitation initiale s'est apaisée, laissant place à une anxiété persistante quant à la suite des événements. Tout au long de la nuit de samedi à dimanche, le bruit des explosions a résonné dans les quartiers densément peuplés de Téhéran. Des bâtiments effondrés sont visibles dans plusieurs quartiers et le nombre de victimes civiles semble important.

Pénurie de carburant

Malgré cela, le gouvernement iranien n'a pas fourni d'informations claires ou actualisées sur l'étendue des dégâts ou sur le nombre de victimes. Tout juste les autorités ont-elles annoncé samedi qu'au moins 138 personnes, dont une majorité de civils, avaient été tuées depuis vendredi. Samedi, un immeuble de 14 étages s'est effondré à Téhéran, tuant 60 personnes. La crainte d'être la prochaine cible plane désormais sur tous les foyers. Certains habitants n'ont pas dormi depuis le début des attaques. Les commerces sont fermés. Beaucoup envisagent de fuir vers des villes plus petites ou des régions éloignées. Les frappes en plein centre de la capitale se sont mul-

tipliées les dernières heures. Dans les rues, les embouteillages de voitures cherchant à fuir sont monstrueux, tandis que les stations essence sont à court de carburant et que de nombreuses conduites d'eau ont explosé. Dans ce climat de peur, aggravé par l'absence de médias fiables, la méfiance généralisée à l'égard des discours officiels et l'incapacité manifeste de l'Etat à gérer la crise, les rumeurs et les théories du complot se propagent rapidement. Des informations non vérifiées font état de mouvements suspects de la part de responsables, de sites militaires cachés dans des zones résidentielles, de civils utilisés comme boucliers humains... Dans une ville en proie à la peur, la paranoïa grandit.

La colère de l'opinion publique envers la république islamique est profonde. Mais ce qui apparaît de plus en plus clairement, c'est que les civils ne sont pas des dommages collatéraux, ils sont aussi des cibles. Même si la majorité des frappes ont visé des zones et sites militaires ou stratégiques, les forces israéliennes n'ont pas hésité à frapper des zones urbaines densément peuplées.

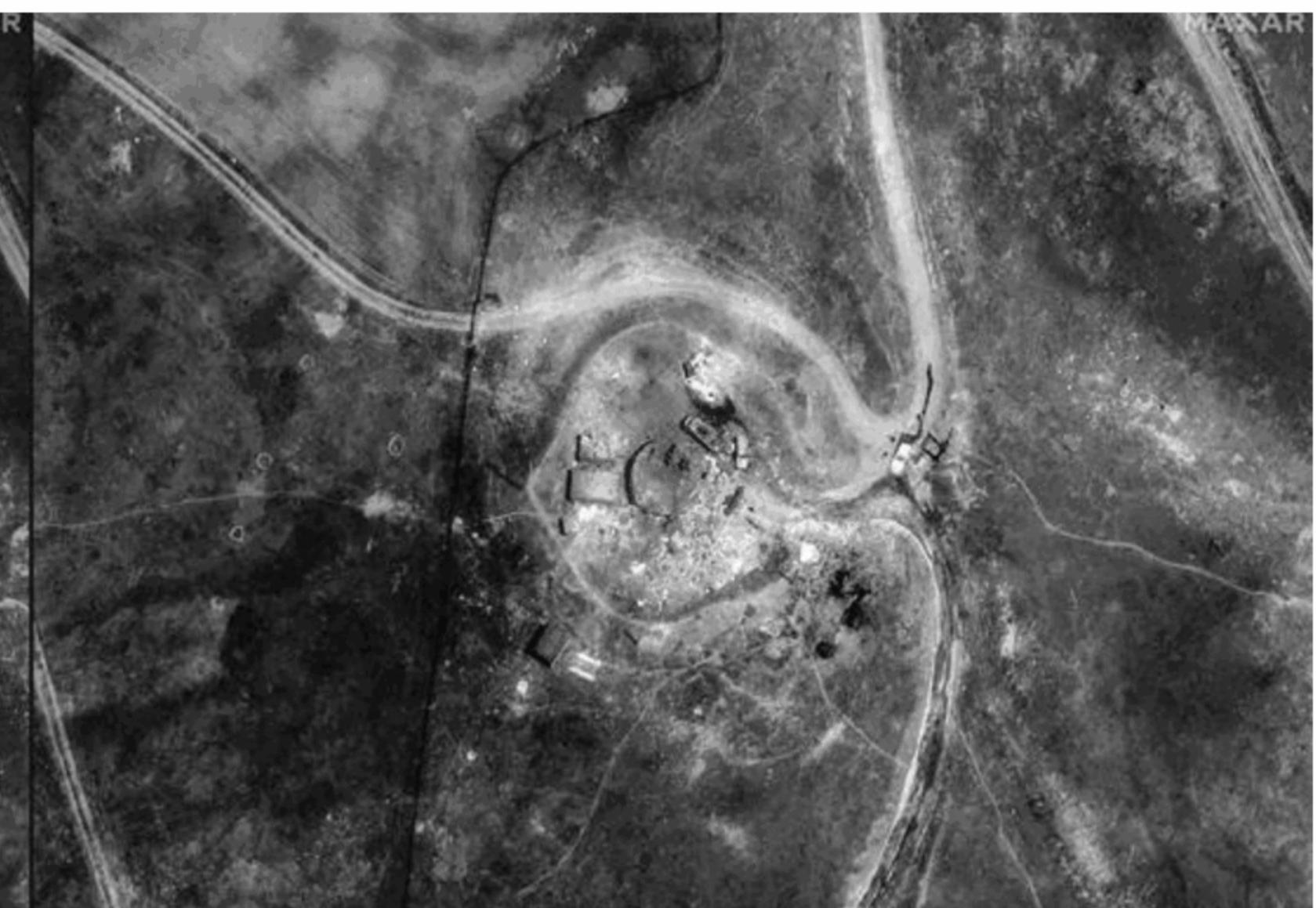
Chez les Iraniens, la peur d'une guerre totale s'installe

Après le choc des premières attaques, une angoisse lancinante s'est installée en Iran, alors que de nombreux habitants fuient Téhéran, pris au piège entre deux régimes bellicistes.

A lors que commençait le troisième jour des frappes israéliennes sur l'Iran, un sentiment de peur paralysante et d'incertitude profonde s'est emparé du pays. Les premières heures des attaques avaient été marquées par un tourbillon d'émotions contradictoires : la crainte d'une guerre totale, le soulagement face à la mort de responsables honnis, la colère face à une intrusion militaire étrangère et, surtout, le choc. Mais di-



Des colonnes de fumée noire s'élèvent au-dessus de la capitale iranienne.



touchée par des frappes israéliennes vendredi, à Piranshahr (Nord-Ouest). PHOTO AFP

Beaucoup se sentent désormais pris au piège. «Il n'est pas nécessaire de qualifier cette guerre de patriotique pour condamner l'attaque d'Israël», déclare Masoud (1), 40 ans, qui dirige une petite maison d'édition à Téhéran. Il n'est pas nécessaire de se ranger du côté de la république islamique. Et ce n'est pas parce que vous dénoncez le fait qu'Israël cible des civils que

«Cette catastrophe est le résultat direct d'années de gouvernance irresponsable. Mais qualifier les souffrances des civils de "sacrifice nécessaire" pour une guerre sainte n'est qu'une autre forme de violence.»

Masoud directeur d'une maison d'édition de Téhéran

vous avez rejoint le régime.» Il poursuit : «Israël a lancé cette guerre sans provocation. L'Iran ne possède pas d'armes nucléaires, la prétendue menace invoquée par Israël, alors que ce dernier détient lui-même des centaines d'ogives. Et l'Iran était encore, officiellement, à la table des négociations. Les crimes de la république islamique, contre son propre peuple et la région, ne justifient pas ce que fait Israël actuellement : bombarder des villes, tuer des civils. Cela ne peut être excusé. Si quelqu'un vous dit que pour combattre un mal, vous devez en accepter un autre, méfiez-vous.» La voix de Masoud vibre d'une colère froide. «Cette catastrophe est le résultat direct d'années de gouvernance irresponsable. Mais qualifier les souffrances des civils de "sacrifice nécessaire" pour une guerre sainte n'est qu'une autre forme de violence.»

Ali, 33 ans, professeur à Téhéran, est pour sa part furieux de la réaction du gouvernement. «Les agents du Mossad lancent des attaques depuis l'intérieur de la ville. Des civils meurent. Les infrastructures sont détruites. Et que fait le régime ? Il appelle à manifester dans les rues contre Israël, essayant de trans-

Pourquoi le prix du pétrole peut augmenter

La quasi-totalité des exportations de pétrole iranien sont destinées à la Chine, limitant les risques de flambée des cours. Seule une fermeture du détroit d'Ormuz bloquerait les exportations des autres pays du Golfe et provoquerait une crise.

À près trois jours de frappes israéliennes sur l'Iran, le prix du baril de pétrole a augmenté de 15% pour atteindre en moyenne 75 dollars, ce qui reste modéré compte tenu des niveaux historiquement bas atteints ces dernières semaines. «Si jamais le cours se maintient à 75 dollars, la hausse du litre d'essence pourrait atteindre 8 centimes», estime Jean-Louis Schilansky, ancien président de l'Union française des industries pétrolières. Cette modération s'explique par le fait que les exportations de pétrole iranien, 1,5 à 2 millions de barils par jour, sont frappées par les mesures américaines d'interdiction rétablies depuis 2018.

«Message». En clair, tout pays qui commerce avec Téhéran sur cette matière première encourt des sanctions. Pour s'y être risqué précédemment, la banque française BNP Paribas avait écopé en 2014 d'une amende de près de 10 milliards de dollars. Résultat : la Chine est quasi-maintenant l'unique client du pétrole iranien. En cas d'interruption des exportations iraniennes, elle devrait donc se tourner vers d'autres fournisseurs, avec un risque de tension sur les prix. Dans ce cas, les Etats de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) auraient la possibilité d'augmenter leur production. A elle seule, l'Arabie Saoudite pourrait compenser la part iranienne. Jusqu'à présent, les F-16 et les F-35 de l'aviation

israélienne ont visé principalement des dépôts de carburants, et non pas le terminal de Kharg où est conditionné le pétrole destiné à l'exportation. Mais ces cibles ne sont pas forcément un objectif unique. «Tsahal a fait passer un message aux autorités iraniennes en ciblant des infrastructures de la très stratégique industrie de transformation du gaz du gisement de South Pars», analyse le spécialiste Guillaume Leenhardt. L'ouverture des marchés financiers ce lundi permettra d'avoir une tendance sur le prix à venir du pétrole. Au cas où le baril atteindrait 90 dollars, la hausse à la pompe serait alors d'environ 15 centimes par litre.

Disette. La situation serait tout autre en cas de fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 20% de la consommation mondiale de pétrole, mais aussi le gaz naturel liquéfié (GNL) qatari, principale ressource financière du régime de Doha. «Il en exporte 77 millions de tonnes par an», précise Michel Fayad, analyste géopolitique. Une issue à laquelle ne croit guère Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris : «Depuis des années l'Iran dit : retenez moi ou je fais un malheur. Cela a l'avantage de faire grimper les prix du pétrole. Dans ce cas de figure, l'Iran se tirera une balle dans le pied en se privant de ses propres exportations, mais en bloquant également celle des autres Etats du Golfe.» Reste qu'en 2008, «Ahmadinejad, le président en exercice à Téhéran a agité cette menace, ce qui avait fait grimper le prix du baril à 150 dollars», rappelle Michel Fayad. En mars 2022, au début de la guerre en Ukraine, le baril de pétrole a atteint 140 dollars. La France a alors dépensé 8,5 milliards d'euros d'aides à l'achat de carburant. Pas sûr qu'en ces temps de disette budgétaire, ce bouclier serait réactivé.

FRANCK BOUAZIZ

former la présence publique en propagande politique. C'est à ce point que la situation est devenue absurde. Et c'est pourquoi la version israélienne des événements, qui qualifie ses attaques "d'autodéfense", gagne du terrain dans l'opinion.

C'est surréaliste

Parallèlement à la colère, c'est surtout la peur qui se propage rapidement. «Je continue à courir. Je continue à aller au café. J'essaie d'agir comme si la vie était normale», explique Maryam, 25 ans, cadre dans une grande entreprise technologique. «Mais je ne vais pas mentir : je n'ai jamais eu aussi peur.» Sa maison familiale se trouve près d'une cible potentielle. Son père était jusqu'à récemment membre du Parlement. Il n'était pas un partisan de la ligne dure, dit-elle, mais il faisait tout de même partie de l'establishment politique. «J'ai toujours lutté pour mes convictions. Mais comme nous vivons sous le même toit, s'il est une cible, je le suis aussi. Aujourd'hui, j'ai fait mes valises et j'ai quitté Téhéran. Je ne sais pas quand ni même si je reviendrai. Je ne sais même pas s'il restera une maison.»

Taraneh aussi s'est enfuie avec sa famille vers un village isolé du nord de l'Iran. «L'angoisse était devenue insupportable. Je n'ai pas dormi depuis le début des attaques. C'est surréaliste de voir des innocents souffrir dans les deux pays, pris entre deux régimes irresponsables et belliqueux.» La jeune graphiste de 23 ans est aussi en colère : «Pouvez-vous le croire ? Sur la route qui mène hors de Téhéran, en pleine guerre, j'ai reçu un SMS du gouvernement me demandant de porter correctement le hijab. Des explosions retentissaient et quelqu'un s'inquiétait de mon apparence dans une voiture fuyant une zone de guerre !» Elle redoute ce qui va suivre : «Davantage de morts parmi les civils. L'effondrement des infrastructures. Et le pire de tout : la guerre utilisée comme excuse pour intensifier la répression interne. Internet est déjà instable. Les informations ont du mal à passer. Et je n'arrête pas de penser à ceux qui sont déjà en prison, accusés de vagues "liens avec Israël". Que va-t-il leur arriver maintenant ? Seront-ils les prochaines victimes ?»

DIVAN SHIRAZI

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Par

JULIEN GESTER

Envoyé spécial à Washington

On pouvait distinctement entendre les chaînes des chars couiner samedi à Washington, lors de l'anniversaire en majesté que Donald Trump avait voulu célébrer sous la forme d'une grande parade de l'armée américaine – laquelle fêtait accessoirement, son bicentenaire et demi. La pluie attendue n'est certes pas venue arroser le 79^e printemps du président. Mais la foule non plus, pour ne peser au final qu'une fraction menue des quelque 200 000 personnes espérées par l'organisation – des responsables de la vaste opération de commémoration patriotique, largement noyautés par sponsors douteux et fidèles du président, de son codirecteur de campagne en 2024 aux architectes du meeting qu'il avait tenu en ces mêmes parages au cœur de la capitale un certain 6 janvier 2021.

Et les gradins clairsemés samedi le long de Constitution Avenue, tandis que défilaient infanterie plus ou moins perruquée et véhicules militaires, auront donc trouvé un contre-champ particulièrement cinglant dans les images de millions de personnes ayant simultanément envahi les rues de petites et grandes villes partout à travers le pays, avec précisément pour mot d'ordre de s'opposer à pareils caprices et dérives d'un exécutif aux accents de plus en plus autocratiques.

Une mobilisation monstre, de loin la plus massive depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, que n'avait donc pas su dissuader la menace proférée quelques jours plus tôt – «*si des gens veulent protester [contre sa parade], ils seront accueillis avec une très grande force*». «*Mais je n'ai pas entendu parler de la moindre manifestation*», avait-il précisé, malgré quelque 2000 appels publics au rassemblement – était-ce là le fait du déni, d'une bulle informationnelle surprotectrice ou des ravages du grand âge rendant le Président un peu dur de la feuille ?

«Ennemi de l'intérieur»

Peu d'incidents hostiles ont au final été recensés, au regard de l'ampleur de l'affluence populaire, d'un SUV délibérément lancé contre les manifestants en Virginie à une fusillade en marge d'un rassemblement dans l'Utah, laissant une personne grièvement blessée. Mais la journée de samedi s'était ouverte sur l'effroyable nouvelle d'une double tentative de meurtre dirigée la nuit précédente contre des élus démocrates du Minnesota et leurs conjoints respectifs (*lire page 9*). Les ressorts idéologiques et motivations exactes de cet acte restaient certes à établir formellement, tandis que la chasse à l'homme se poursuivait dimanche. Et un communiqué présidentiel diffusé par la Maison Blanche dès samedi en guise de réaction de Donald Trump



Samedi, lors d'un grand défilé militaire organisé par Trump, à Washington. PHOTO ANDREW HARNIK. AFP

Lors d'une

Etats-Unis Donald Trump, force et satrape

Entre parade de blindés dans les rues de Washington, utilisation abusive de la garde nationale à Los Angeles, manifestations monstres en réponse partout ailleurs et attentats politiques contre des élus démocrates, le pays est confronté à des affrontements politiques de plus en plus violents.

à «*la terrible fusillade*» clamait qu'*«une violence aussi horrible ne sera pas tolérée aux Etats-Unis*». Mais impossible de ne pas songer aux imprécations du même Trump, tout au long de sa campagne 2024, assimilant fréquemment diverses figures de proue du Parti démocrate à un *«ennemi de l'intérieur*» à éradiquer. Le 9 juin, le Président s'était aussi dit charmé par l'hypothèse de voir le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, être arrêté, au nom du seul *«crime*» d'avoir briqué son poste. Trois jours plus tard, la ministre trumpiste de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, revendiquera expressément l'ambition de *«libérer*» la ville de Los Angeles et la Californie des élus démocrates à leur tête.

Lors de la même conférence de presse, le sénateur démocrate de Californie Alex Padilla, venu l'interroger, avait été brutalement repoussé, plaqué au sol et menotté par des agents du Secret Service et du FBI, sans que la ministre y trouve à redire. Et la scène, aussi sidérante soit-elle, ne faisait guère que marquer là un nouveau palier franchi dans une succession d'actes d'intimidation de toute forme d'opposition idéologique par l'exécutif trumpien, après les arrestations d'une juge dans le Wisconsin, d'un leader syndical à Los Angeles, du maire de Newark et d'une élue au Congrès du New Jersey tandis qu'ils protestaient contre l'ouverture d'une prison privée, ou encore les mesures vindicatives prises depuis le Bureau ovale à l'encontre d'universités et cabinets d'avocat. Officiellement motivé par la nécessaire répression d'*«émeutes*» – au présumé caractère *«insurrection-*



marche de protestation contre l'administration Trump, à Austin (Texas), samedi. PHOTO BRANDON BELL. AFP

nel» hypertrophié par la loupe des médias conservateurs –, le déploiement depuis une semaine de militaires dans les rues de Los Angeles sert en réalité le double objectif trumpien d'envenimer la confrontation tout en soutenant les opérations de chasse aux étrangers conduites par la police fédérale de l'immigration (l'ICE). Cette décision s'enracine elle aussi dans les promesses serinées tout au long de sa campagne par le candidat Trump d'engager les forces armées dans diverses missions domestiques et «à n'importe quel endroit» du pays. Entendre par là : ces villes et Etats gouvernés par ses adversaires idéologiques, dont il s'emploie déjà à conditionner les allocations de fonds fédéraux à une pleine allégeance à ses politiques les plus réactionnaires et xénophobes.

«Nouvelle phase»

Ainsi la doctrine «America First», selon ce président officiellement hostile à l'implication de l'Amérique dans les conflits lointains du moment, consiste donc surtout à s'ériger en chef de guerre à domicile, revendiquant l'extension de son pouvoir exécutif à la mesure d'une urgence à éteindre des feux plus ou moins fantasmés, qu'il a lui-même attisés à dessein. Son dévoué patron du Pentagone, Pete Hegseth, en aura livré la confirmation la semaine passée lors de son audition au Congrès : «Je pense que nous entrons dans une nouvelle phase, en particulier sous le président Trump [...] où la garde

Suite page 8

«Il faut imposer des limites au Président»

A Los Angeles, New York ou Atlanta, des milliers de manifestations étaient organisées samedi pour protester contre «la militarisation de la démocratie» par Trump. Des défilés massifs et essentiellement pacifiques, malgré de rares incidents.

Los Angeles montre l'exemple ! Michael Acevedo, 28 ans, en est à son troisième aller-retour cette semaine depuis Central Valley, en Californie. Drapeau du Nicaragua sur le dos, il a participé aux manifestations quotidiennes contre les récents raids de l'ICE, la police migratoire, et le déploiement de la garde nationale et des marines dans la deuxième ville du pays sous prétexte d'une «insurrection» largement fantasmée par Donald Trump. Le voici de retour, samedi matin, avec son frère et sa cousine pour contester la politique du président à l'occasion du «No Kings Day», face à une mer de drapeaux et de pancartes qui inonde littéralement l'avenue Broadway. «Je ne

pense pas qu'il y aurait eu autant de monde si on ne s'était pas mobilisés sans relâche depuis une semaine», se félicite-t-il.

Il faut dire que la contestation a fait tache d'huile : des millions de personnes ont participé aux Etats-Unis à l'une des quelque 2000 manifestations contre la parade militaire qui se tenait à Washington en fin d'après-midi. Pas tant pour critiquer l'armée, qui fêtait ses 250 ans d'existence, mais plutôt la dérive autoritaire du Président qui a convoqué l'événement à l'occasion de son 79^e anniversaire. Face à l'hôtel de ville de Los Angeles, d'où est partie la manifestation californienne, un immense ballon représente un Donald Trump geignard, en couche, et le téléphone collé à la main. «Avec ce type à la Maison Blanche, les Etats-Unis sont entre la dictature et l'idiocratie, philosophe Salem, qui tient l'un des fils de la structure flottante. Ce serait risible si ça ne brisait pas concrètement des milliers de vies.»

«Obéir». Depuis plus d'une semaine, des dizaines voire des centaines de personnes ont été arrêtées par la police migratoire, aux quatre coins du pays (lire pages 8-9), parce que suspectés d'être des

migrants clandestins. «La plupart des gens qui manifestent aujourd'hui sont des filles et des fils d'immigrés, témoigne Emily Delator, la cousine de Michael. Parce que nos parents ont peur de sortir de chez eux et d'être arrêtés. Nous sommes là pour eux.»

L'impunité avec laquelle agissent les agents fédéraux, ainsi que la rhétorique martiale du Président et de ses conseillers, lui fait penser à la dérive autoritaire du pays d'origine de ses parents, le Nicaragua, désormais dirigé d'une main de fer par son président omnipotent, Daniel Ortega. «La différence, c'est que là-bas plus personne ne peut manifester, enchaîne Mark Acevedo, le troisième larron qui porte un maillot de base-ball. Et il faut qu'on utilise ce droit au maximum tant que c'est possible.»

Face à un bâtiment officiel, quelques marines immobiles se font apostrophier. Quelques manifestants tentent le dialogue. Les soldats répondent gentiment qu'ils ne peuvent pas s'exprimer. «Ils n'ont pas choix, ils doivent obéir aux ordres, traduit Steve Hill, Afro-Américain élancé qui a porté le même uniforme. Mais cet ordre n'aurait jamais dû être donné : nous, les militaires, défendons le peuple, on ne devrait pas lui faire face.»

«Les nazis aussi ne faisaient "qu'obéir aux ordres"», tranche la pancarte de Joey, 29 ans. Parmi les

plus de 20000 personnes qui manifestent – selon la mairie de Los Angeles –, on rivalise de slogans, écrits ou chantés, pour témoigner de cette menace que Donald Trump fait peser sur la démocratie. Quelque 4000 kilomètres plus à l'est, à New York, Liana a eu la même idée. La jeune Américaine de 17 ans, de père immigré du Honduras, manifeste pour la première fois, au nom des migrants «attaqués et traités comme des criminels», et pour la démocratie : «Ce pays ressemble à ce qu'on nous raconte sur les régimes communistes, ou les dictatures dont beaucoup d'immigrants ont fui.» Ils sont plus de 50000, entre Bryant Park et Madison Square. Luanne Rozran, une artiste du quartier d'Astoria déguisée en statue de la Liberté, a planté sur le trottoir de la cinquième avenue un de ses tableaux, un pastiche de la scène finale de la Planète des singes, montrant ladite statue enlisée dans le sable et les ruines de New York : «Il envoie maintenant l'armée contre ses citoyens, il menace les élections fédérales. Je commence réellement à avoir peur de ce que ce pays est devenu.»

Comme en Californie, l'ambiance est familiale, enthousiaste, créative. Le cortège expose nombre d'effigies de Marie-Antoinette, de rois couronnés, de rappels du sort de Louis XVI en France, résumés en un slogan : «Ils veulent l'Allemagne de 1939, nous voulons la France de 1789.»

«J'ai manifesté contre la guerre au Vietnam, contre Reagan, et aujourd'hui c'est plus important que jamais d'imposer des limites à Trump, assure Greg, un banquier à la retraite, électeur démocrate

modéré qui a voté souvent indépendant. Ce pays est en train de tourner à la guerre civile : plus personne ne se parle d'un bord à l'autre, le niveau d'éducation, le clivage des électeurs, coincés dans des bulles politiques sur les réseaux sociaux, fait courir un danger grave à ce pays. C'est désespérant.»

«Sans valeurs». Mary Todaro, elle aussi retraitée et animatrice d'aquagym, partage ce sentiment de «honte». Mais devant le capitole de Géorgie, à Atlanta, les plus de 6000 personnes qui manifestent à ses côtés lui donnent de l'énergie et de l'espoir. «Aujourd'hui, je suis fière d'être américaine, nous devons nous lever pour défendre nos droits. J'ai presque 70 ans et je n'ai jamais ressenti une telle menace.»

Un peu plus en retrait, Tim Fredlund, un grand costaud, a pris part à «très peu» de manifestations jusqu'ici. Ce petit-fils, fils et frère d'un vétéran a «tout le respect du monde et l'admiration pour l'armée», mais il ne supporte pas que la parade de Washington coïncide avec «l'anniversaire d'un individu sans valeurs, afin qu'il puisse se mesurer aux dictateurs». L'ingénieur critique les «attaques contre l'Etat de droit, la Constitution, et les principes qui font l'Amérique». Il était impensable de ne pas bouger. «Les gens qui restent dans leur canapé font partie du problème», dit-il.

En marge du rassemblement, une poignée de membres du groupe d'extrême droite Proud Boys se pavane, avant d'être rapidement hués sans que cela suscite d'accrocs. Mais à quelques dizaines de kilomètres, à Chamblee, les manifestants ont rapidement été dispersés par les forces de l'ordre. La région dispose d'une importante population issue de l'immigration récente, elle aussi visée par les agents de l'ICE. Leoul, 26 ans, retire le bandana qui l'a protégé des gaz lacrymogènes : «Ça rappelle la Gestapo en Allemagne. Ils arrêtent et expulsent des gens qui vivent leur vie normalement.»

De semblables détonations, sur fond de bourdonnement d'hélicoptères, finissent par éclater à Los Angeles. La police tente d'évacuer les environs de la mairie. «Manifestations pacifiques!» hurlent les protestataires. Les blindés de la garde nationale entrent dans la danse, accompagnés de cavaliers. Ils évacuent les rues une à une. On signale quelques interpellations à travers le pays. Des tirs dans la manifestation de Salt Lake City font un blessé grave. Sur son vélo, Tom s'agace : «Les médias ne vont retenir que ça, et c'est encore Trump qui va gagner.» Dans les faits, ce «No Kings Day» restera pourtant comme de loin la plus importante manifestation à ce jour contre le président américain lors de son second mandat. Mais il en faudra plus pour faire plier l'apprenti tyran.

PHILIPPE COSTE

Correspondance à New York

BENJAMIN DELILLE

Envoyé spécial à Los Angeles et **EDWARD MAILLE**

Correspondance à Atlanta

Suite de la page 6 nationale et les réservistes deviennent une composante essentielle de la façon dont nous sécurisons le territoire national.»

Camouflet suspendu

Si la justice a certes paru à même de s'ériger en obstacle à cette dérive, à la faveur de la décision jeudi d'un juge fédéral déclarant «illé-gale» la mobilisation de la garde nationale par Trump contre l'avis des autorités locales, et rappelant ainsi l'exécutif aux contours de ses prérogatives définies par la Constitution, les effets de ce camouflet auront aussitôt été suspendus par une cour d'appel, en attendant les prochaines étapes d'un parcours judiciaire qui promet d'être arbitré

in fine par la Cour suprême. D'ici là, le décret mobilisant les troupes envoyées à Los Angeles peut bien continuer de s'appliquer, sans qu'il y soit fait mention ni de la ville, ni de l'Etat de Californie en particulier: pareils déploiements en réponse à «la violence et [au] désordre» y apparaissent confiés «à la discréction du ministre de la Défense», sans limite explicite de durée. Et ainsi l'expérimentation répressive engagée depuis une semaine contre les manifestants californiens, tout comme la procession de chars d'assaut entre les sièges des pouvoirs et contre-pouvoirs à Washington, pourrait ne s'avérer encore qu'une esquisse de la vaste militarisation de l'affrontement que Donald Trump voudrait livrer à toute forme d'altérité, jusqu'à ce que soumission s'ensuive. ▶



ELLEN SCHMIDT. REUTERS

Un mémorial en hommage à Melissa Hortman, devant le capitole du Minnesota, à St-Paul, samedi.

A Los Angeles, la «panique» des travailleurs sans papiers

Avec la hausse des raids de la police, la plupart des immigrés se terrent. Certains pans de l'économie californienne s'en trouvent menacés.

Il est bientôt 9 heures ce vendredi matin et le parking du Home Depot de Wilshire Boulevard, à l'ouest du centre-ville de Los Angeles, est humainement vide. Il y a bien des voitures et des pick-up de particuliers qui viennent faire quelques achats dans ce magasin de grande distribution, mais les travailleurs sont partis. Ils se terrent chez eux lorsqu'ils ne croupissent pas dans les geôles de l'ICE, la police migratoire américaine. «Jusqu'à la semaine dernière, on voyait plus d'une centaine de bons hommes ici le matin, qui cherchaient du boulot», raconte Thomas (1), un Mexicain naturalisé qui fait «du business» à côté. Ce matin, ils ne sont que trois. Ils ont le regard fuyant et leur méfiance les rend mutiques. «Ce sont les seuls qui osent encore venir, parce qu'ils n'ont pas le choix», traduit Thomas. Les autres se cachent.»

Ils fuient la menace d'être arrêtés, voire pire, d'être expulsés du pays. Car le 6 juin, sur ce même parking, les agents de l'ICE – la «migra», pour les latinos – ont débarqué dans leurs fourgonnettes et ont râlé une partie des travailleurs qui patientaient, à la recher-

che d'une opportunité de travail. Miguel (1), un Hondurien qui grommelle quelques mots d'anglais, était là. «C'était la panique, ça courrait dans tous les sens, ils ont même embarqué une femme qui venait vendre des sandwiches pour les travailleurs.» La même scène s'est déroulée sur plusieurs parkings de Home Depot de Los Angeles où des travailleurs immigrés, souvent sans papiers, viennent glaner un jour ou deux de travail sur un chantier.

GARDE NATIONALE

A Paramount, quelque 20 kilomètres plus au sud, la rafle a viré à l'affrontement le jour suivant: des manifestants venus en soutien aux travailleurs ont réussi à repousser

les agents fédéraux en caillassant leurs véhicules. C'est cette scène, et les manifestations qui ont suivi, qui ont fait dire à Donald Trump que la deuxième ville du pays faisait face à une «insurrection», à une «invasion» de migrants étrangers, et qu'il fallait donc déployer la garde nationale et des marines, quitte à contourner le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, alors que la Constitution l'interdit. Soit le début d'un bras de fer entre Washington et l'Etat de Californie pour monter de toutes pièces une crise censée justifier l'inhumaine politique migratoire du président américain. Depuis le 20 janvier, sous l'impulsion de son influent conseiller

ultraconservateur Stephen Miller, Donald Trump ordonne à l'ICE d'arrêter le plus de migrants possible, afin de rendre concrète sa promesse d'expulser massivement les immigrés sans papiers. Selon le *Wall Street Journal*, le chef adjoint du cabinet présidentiel aurait même exigé des agents qu'ils arrêtent de s'embarrasser d'enquêtes pour tenir un quota de 3 000 arrestations par jour. Quitte à ratisser large et ainsi gonfler les chiffres. Résultat, dans une métropole qui compte près d'un tiers d'immigrés, dont une part importante de personnes sans papiers ou en attente de régularisation, les gens se planquent. La paranoïa diffuse. Et Los Angeles tourne

au ralenti. «Ils ont même arrêté des gens totalement dans les clous, avec leurs papiers et tout, assure Thomas, une large croix autour du cou. Des gens installés depuis parfois plus de dix ans qu'on n'a pas revu depuis... Si ça se trouve, ils ont déjà été expulsés du pays.» Car non seulement l'ICE arrête au hasard, mais les autorités fédérales ne communiquent sur rien. Nombre d'avocats disent ne pas avoir accès à leurs clients dont certains sont expulsés sans passer par la case procès.

ÉGLISE

Lorsqu'on descend Union Street, quartier relativement pauvre quasiment à l'ombre des buildings du centre-ville où quelques SDF se mêlent aux travailleurs latinos, tout témoigne de cette peur diffuse. C'est un garage qui a fermé parce qu'une partie des employés ont été arrêtés, les autres trop angoissés pour revenir travailler. C'est un marché de rue où il ne reste

qu'un vendeur de pastèques, qui dit «croire en Dieu et en ce pays qui lui a tout donné», mais qui comprend ses collègues effrayés, «parce qu'ils ont d'autres bouches à nourrir». C'est une église aux rangs clairsemés depuis qu'on raconte que les agents de «la migra» vont jusqu'à l'autel pour passer les menottes aux poignets des clandestins suspectés.

Certains travailleurs ont aussi été arrêtés dans les champs alentour, et jusque dans la Central Valley, principale région agricole de l'Etat, où ils sont pourtant essentiels pour que puissent advenir les récoltes. «C'est complètement fou ce qu'il se passe», témoigne Teresa Romero, présidente de l'United Farm Workers, qui défend les droits de travailleurs des champs. L'agriculture de ce pays tourne grâce aux migrants. Si Donald Trump continue comme ça, il n'y aura plus rien à manger, ou alors ça coûtera très cher.» Cet argument-là, le président



Des manifestants à Los Angeles samedi. PHOTO MARIO TAMA. GETTY IMAGES. AFP



Devant une station de lavage, mercredi à Los Angeles.

Dans le Minnesota, un meurtre politique symptomatique

Samedi, une représentante du Congrès de l'Etat est morte et un élu du Sénat du Minnesota a été blessé dans une double attaque semblant viser spécifiquement des démocrates.

Dans la nuit de vendredi à samedi, Melissa Hortman, représentante démocrate au Congrès du Minnesota, et son mari ont été tués à leur domicile de Brooklyn Park, une banlieue de Minneapolis, par un homme déguisé en policier. A une quinzaine de kilomètres de là, un élu du Sénat de l'Etat, John Hoffman, lui aussi démocrate, et son épouse ont également été blessés par le même individu, toujours en fuite. Melissa Hortman s'était notamment fait connaître pour son tra-

vail en faveur d'une restriction de la circulation des armes à feu. Elle était proche de l'ancien colistier de Kamala Harris, Tim Walz, originaire du même Etat.

Un suspect, Vance Luther Boelter, 57 ans, a rapidement été identifié. Dans sa voiture, les enquêteurs ont découvert des éléments laissant peu de doute sur la prémeditation: une liste d'environ 70 potentielles cibles, incluant des élus démocrates du Minnesota dont Tim Walz, et des professionnels de santé, tous engagés en faveur du droit à l'avortement. Cette tragédie s'ajoute à une série déjà longue et inquiétante d'actes de violence politique aux Etats-Unis. Pour la seule année écoulée, on recense deux tentatives d'assassinat contre Donald Trump, le meurtre de deux employés de l'ambassade israélienne à Washington, l'attaque dans le Colorado d'une manifestation appelant à la libération des

otages retenus à Gaza, ou encore l'incendie criminel de la résidence officielle du gouverneur démocrate de Pennsylvanie. «La violence politique est un fléau», a mis en garde samedi le secrétaire d'Etat du Minnesota, Steve Simon. «Et malheureusement, elle est en hausse. Je tiens à être très clair: nous avons eu récemment des exemples des deux côtés du spectre politique.»

Alors que le nombre de cas de menaces signalées contre les membres du Congrès a plus que doublé au cours des sept dernières années, le politologue Steve Levitsky, interrogé par le média américain *Politico*, attribue une part de la responsabilité à Donald Trump: «Ce n'est pas sorcier. Vous cautionnez l'insurrection du 6 Janvier [l'attaque de 2021 contre le Capitole par des militants pro-Trump, ndlr]. Vous graciez tous les participants, ou quasi-maintenant tous, y compris ceux qui ont physique-

ment agressé des policiers, et vous les traitez en héros. Vous avez créé un climat qui ne se contente pas de tolérer la violence politique: il l'encourage.»

Les menaces de violence, voire de meurtre, à l'encontre d'élus ont explosé aux Etats-Unis et ont plus que doublé depuis 2017, selon les données recueillies par la police du Capitole. Un niveau qui rappelle celui des années 1960 et 1970, période marquée par l'assassinat de Martin Luther King, JFK, Malcolm X et Robert Kennedy. Depuis samedi, les messages de condoléances et de soutien d'élus américains affluent sur les réseaux sociaux. «Ma famille et moi connaissons trop bien l'horreur d'une fusillade ciblée», écrit l'ancienne élue démocrate Gabby Giffords, blessée par balle en 2011. «Une attaque contre des élus est une attaque contre la démocratie américaine elle-même.»

LEA MASSEGUIN

républicain semble pouvoir l'entendre: vendredi soir, il a appelé les agents de l'ICE à ralentir le rythme des raids dans les champs, les hôtels et les restaurants. En Californie, les immigrés représentent 81% des travailleurs agricoles, selon l'Economic Policy Institute. Mais aussi 44% des ouvriers dans les usines, 41% dans le secteur du BTP. Sans eux, les Etats-Unis n'ont plus de main-d'œuvre, plus personne pour faire tourner l'économie.

«Si ça continue, on va devoir arrêter certains chantiers», dit un entrepreneur anonyme sur le parking du Home Depot, qui recrute souvent ses gars au petit matin. «Il commence à ressembler franchement à un dictateur», s'agace Thomas. Mais ce type a oublié que ces ancêtres aussi étaient des migrants. Que les blancs aussi sont arrivés dans ce pays sans autre fortune que la force de leurs bras.» Récemment, il est allé à l'hôtel de ville pour jeter un œil aux manifestations de

soutien qui se tiennent tous les jours depuis l'arrivée de la garde nationale. Lui n'a pas le temps de manifester, mais il apprécie l'effort, le soutien de la population pour prévenir des raids, et aussi les pancartes. «Il y en avait une qui disait "Personne n'est illégal sur une terre volée", et c'est bien vrai: les blancs ont tout pris aux "Indiens".»

«DES CERVEAUX»

Devant l'hôtel de ville justement, face aux policiers immobiles, un groupe de mariachis, ces musiciens de tradition mexicaine, fait le spectacle à la mi-journée vendredi, pour tenir la rue avant la grande mobilisation de samedi, qui a vu défiler des millions de personnes un peu partout aux Etats-Unis contre la dérive autoritaire de Donald Trump. Jesus débarque avec sa guitare sur le dos. Il a 18 ans, une toge de jeune diplômé sur le dos, et sa toque à la main. Le voici qui s'avance au micro: «Dans quelques heures, je vais recevoir mon diplôme pour devenir médecin, mais avant, je viens chanter pour mon père, clame-t-il sous les hourras de la foule. Parce que mon père a bossé toute sa vie pour que je sois américain, pour que je montre que notre communauté n'apporte pas que des bras, mais aussi des cerveaux. Et parce qu'aujourd'hui, il se planque parce qu'un milliardaire veut se débarrasser de nous, et de tout ce qui fait la richesse des Etats-Unis.»

La petite foule exulte. Beaucoup d'enfants d'immigrés, comme lui, portés par les klaxons des passants solidaires. Mais il en faudra plus pour voir leurs parents sortir de leur terreur.

BENJAMIN DELILLE
Envoyé spécial
à Los Angeles

(1) Les prénoms ont été changés.



PHOTO S. PLATT. GETTY IMAGES. AFP

Partez tout à l'heure,
à toute allure



Paris – Amsterdam
en 3 h 20, jusqu'à
12 trains par jour.

 eurostar

La retraite par capitalisation, un attrait à trop gros traits

Longtemps impopulaire, le modèle a trouvé de nouveaux relais dans le débat public, qui le présentent comme une solution aux problèmes de financement du système. En passant un peu vite sur les obstacles opérationnels qui se posent.

Par
FRANTZ DURUPT

A quoi reconnaît-on un vrai défenseur de la retraite par répartition ? C'est simple, il prône la retraite par capitalisation. On blague à peine : à droite et dans le camp patronal, les déclarations énamourées se multiplient pour ce modèle qui consiste à placer, à titre individuel sur un compte ou collectivement dans un fonds, des sommes destinées à fructifier en Bourse. La «capi», comme l'appellent affectueusement ses laudateurs, permettrait de «sauver» un modèle par répartition – les actifs financent directement les pensions des retraités – «auquel nous sommes tous attachés» (prennent-ils toujours soin de préciser), mais encore et toujours «au bord de la faillite». Ce que dément pourtant, cette année encore, le Conseil d'orientation des retraites (COR) en soulignant dans son dernier rapport que la part des dépenses de retraites dans le PIB n'explorera pas au cours des prochaines décennies : «Il est important de le rappeler, juge-t-il. Notamment dans un contexte où de nombreux jeunes doutent de la capacité du système à leur garantir une pension.»

Il n'empêche, le débat est là. C'est le «conclave» sur les retraites, lancé par François Bayrou en début d'année, qui a ouvert la brèche. On n'y a pas seulement parlé, en effet, de l'âge de départ et de la pénibilité, les deux sujets cruciaux qui détermi-

neront mardi si un accord peut être trouvé – ce que le Premier ministre croit possible, a-t-il dit ce week-end dans *la Tribune dimanche*. Le patronat a obtenu que la capitalisation soit abordée au cours des échanges, pas tant pour lancer le chantier que pour faire avancer l'idée dans le débat public. Un succès : la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a fait savoir que le sujet n'était pas «tabou»... parce qu'il nécessite de rediscuter des cotisations. Quant à la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, elle soulignait en février qu'«*on a 15 millions de Français aujourd'hui qui font de la capitalisation*», et que «ça doit faire partie des sujets de discussion». De fait, la capitalisation existe déjà à titre obligatoire dans la fonction publique, avec un étage complémentaire mis en place en 2005. Dans le privé, elle est plutôt réservée à des cadres supérieurs dont l'entreprise a ouvert un plan d'épargne retraite.

«NOUVEAU MARCHÉ»

Qu'ont exactement en tête les préteurs à la présidentielle Gérald Darmanin et Edouard Philippe, ou encore Patrick Pouyanné, le PDG de Total, tous partisans d'un pilier «obligatoire» de capitalisation pour tous ? Il s'agirait d'arriver à ce que 10, ou 20, voire, pour les plus ambitieux, 50% des pensions soient à terme financées par ce biais. Leur matrice intellectuelle la plus récente est une note pour la Fonda-

pol, un think tank de droite libérale, signée de l'économiste Bertrand Martinot, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy. Il y explique notamment que les rendements seraient meilleurs que ceux de la répartition : «3%-4% contre les 0%-0,5% qui [...] sont promis avec le système actuel», malgré les fluctuations causées par des crises financières majeures (comme en 2008) ou les récentes décisions de Trump sur les droits de douane.

Selon ses défenseurs, la capitalisation n'aurait par ailleurs rien d'une lubie libérale. Une source fait foi : Jean Jaurès qui, dans *l'Humanité* du 1er janvier 1910, écrivait que «la capitalisation [...] en soi est parfaitement acceptable et peut même, bien maniée par un prolétariat organisé et clairvoyant, servir très substantiellement la classe ouvrière». Il faut toutefois préciser que le responsable socialiste ne prenait pas partie pour l'une contre l'autre, puisqu'il écrivait aussi : «Je suis convaincu qu'avec un budget puissamment organisé et doté les retraites fondées sur la seule répartition peuvent très bien fonctionner.»

Surtout, encore faut-il retenir de sa prose qu'il ne défendait la capitalisation que dans l'hypothèse où elle servirait les intérêts ouvriers, par exemple en finançant la construction de logements sains. Or, les intentions de ses partisans actuels seraient tout autres, selon Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT. «C'est un nouveau marché

pour les banquiers et les assureurs, dont le modèle économique est mis en question par toutes les catastrophes climatiques, expliquait-elle à *Libération* en avril. Ils ont besoin d'un nouveau marché, et ce marché, c'est la retraite.»

TABOU ULTIME

Au-delà même des enjeux politiques, l'idée se heurte à de sérieux obstacles opérationnels. Il y a d'abord le défi démographique que posent le vieillissement de la population et la baisse du ratio entre actifs et retraités. Comme l'expliquent Jean-Marie Harribey, Pierre Khalfa et Christiane Marty, dans une tribune récente publiée par *le Monde*, il faudrait aussi y faire face dans un modèle par capitalisation : «Ce sont toujours les actifs qui font vivre les inactifs. Au moment de la liquidation des contrats, la compagnie d'assurances ou le fonds de pension doivent trouver de nouveaux contractants pour pouvoir verser les pensions, et ceux-ci seraient les travailleurs du moment. En un mot,

seul le travail ajoute de la valeur à partager.»

Toutefois, l'obstacle principal réside dans le fait que trente à quarante années seraient nécessaires avant que la capitalisation ne soit opérationnelle. Il faudrait ainsi, pendant plusieurs décennies, financer sa montée en charge, tout en continuant d'équilibrer la répartition comme aujourd'hui. Dans une note publiée fin mai par la fondation Jean-Jaurès, Eric Weil, un consultant passé par les cabinets ministériels du premier mandat d'Emmanuel Macron, estime que «viser une part modeste de capitalisation – représentant à terme seulement 10% à 15% des dépenses de retraite pour les salariés du secteur privé –, nécessiterait d'injecter environ 20 milliards d'euros de plus chaque année dans le système, en plus des quelque 400 milliards déjà consacrés aux retraites en France». Ce qui pose une question simple : s'il s'agit de mobiliser de telles sommes, pourquoi ne serviraient-elles pas tout simplement à équilibrer





Lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, en 2023 à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

le système par répartition ? On ne parle, en effet, «que» de 6,6 milliards d'euros à trouver à l'horizon 2030, d'après les derniers travaux de la Cour des comptes et du COR. Pour «amorcer la pompe», Bertrand Martinot plaide entre autres pour une désindexation partielle des pensions, la suppression de l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités (qui généreraient 4,5 milliards d'euros de recettes fiscales), ou la mobilisation des réserves de retraites existantes (notamment celles de l'Agirc-Arrco). Mais il faudrait aussi aborder le tabou ultime du patronat et d'une grande partie de la macronie et de la droite : le niveau des cotisations sur les salaires, que beaucoup jugent pourtant «réhibitoire». Difficile d'imaginer en effet que le modèle s'installe sans une contribution accrue des entreprises et des salariés. En cela, le retour de la capitalisation dans le débat public pourrait avoir du bon, et poser enfin la seule vraie question de l'éternel débat des retraites : celle des recettes. ➤

Renaissance, LR... La droite saisit l'opportunité

La retraite par capitalisation divise au sein même des partis, de l'extrême droite au centre. Si certains appareils l'envisagent franchement, elle reste minoritaire chez d'autres.

Un bel âge pour commencer une carrière dans le stand-up. A 69 ans, plus Droopy que jamais, le député Renaissance Eric Woerth ironise sur le bel «avenir» politique qui attend les auteurs, comme lui en 2010 sous Nicolas Sarkozy, d'une réforme des retraites impopulaire. Assis face à lui, un autre ex-ministre du Travail ne peut qu'acquiescer. Olivier Dussopt, encore régulièrement pris à partie dans la rue pour son rôle dans le recul de l'âge de départ à 64 ans

en 2023, a préféré partir travailler dans le privé après la dissolution. La salle de l'Espace Chaptal (IX^e arrondissement de Paris) se gondole encore en écoutant Woerth vanter la Suisse, son «chocolat», ses «vaches sympas», et surtout son modèle de retraite par capitalisation.

Effets de mode. Mercredi, à l'invitation du microparti de Gérald Darmanin, Populaires, on disserte sur les vertus de la «capi» entre représentants du Medef, des assurances et du très libéral Institut Montaigne. Un casting univoque et pas très «populaire». Devant cet auditoire acquis à sa cause, le ministre de la Justice présente son projet d'un «fonds de capitalisation populaire» financé par l'intéressement, la participation, une légère sous-indexation des pensions sur l'inflation, la

vente d'actifs publics et, pourquoi pas, les redevances autoroutières. «Permettre une capitalisation démocratique, populaire, nous permet de réduire les inégalités sociales, plaide Darmanin. Aujourd'hui qui peut réellement constituer une épargne retraite, investir dans l'assurance vie ou les produits financiers? Les plus favorisés.» C'est à peine si le presque candidat à l'élection présidentielle de 2027 écoute les réserves de Woerth sur la faisabilité de la chose dans un pays comme la France. «Je suis un peu dubitatif, on n'est pas allés jusqu'au bout de notre capacité à équilibrer le système par répartition», glisse ce dernier, ironisant sur «les effets de mode en politique».

C'est bien une *hype* de la capitalisation qui déferle du centre droit à l'extrême droite. A Lille en mars, Edouard Philippe vantait également une «dose de capitalisation», dont la proportion s'échelonnerait entre 10 et 20% des pensions. Les deux hommes ne divergent que sur l'âge de départ à la retraite, que Philippe, contrairement à Darmanin, souhaite repousser au-delà de 64 ans. Ils veulent confier la gestion financière du système aux partenaires sociaux. «Vous pourriez très bien imaginer qu'une partie des cotisations patronales serve à financer la capitalisation», a esquisonné Philippe sur le plateau de *Quotidien* mardi. Gabriel Attal pourrait lui aussi prendre la balle au bond avec la convention thématique de Renaissance, qui doit présenter ses propositions économiques et sociales à la mi-juin. «Tout est ouvert, y compris la question de la capitalisation», prévenait-il déjà dans le *JDD* en février.

Souplesse. Du côté de LR, la retraite par capitalisation est surtout le dada de David Lisnard. Le maire de Cannes, tenant d'une ligne économique très libérale, milite pour un «étage de retraite par capitalisation», tout en gardant une part de répartition afin de garantir une pension minimale. Cette dose de capitalisation serait financée par une part des cotisations patronales et salariales. Le reste de la droite libérale plaide aussi pour cette réforme, estimant que le système par répartition n'est pas viable démographiquement. Aleurs yeux, les réformes paramétriques sont cosmétiques et s'apparentent à du «sado-réformisme», dixit Lisnard. Apportant son soutien en février à Bruno Retailleau pour la présidence de LR, qu'il a remportée, le Cannais avait exigé que le parti reprenne cette marotte dans son programme, deal accepté par Retailleau. Du côté de Laurent Wauquiez, à la tête des députés LR, il plaide lui aussi pour de «la souplesse sur la capitalisation».

Quant au Rassemblement national, officiellement, il ne veut pas entendre parler de capitalisation et assure que son projet de réforme des retraites doit permettre de conserver le système actuel par répartition. Problème : le parti d'extrême droite ne souhaitant augmenter ni le niveau ni la durée de cotisation, la question du financement va nécessairement se poser. Face à ce flou, le spectre de la capitalisation rôde. Jean-Philippe Tanguy, le «monsieur Economie» du RN, le repousse encore : «Ce sujet est massacré par les partis du système incapables de résoudre le conflit travail-capital comme le voulait le général de Gaulle», estime celui qui voudrait plutôt faciliter l'épargne des classes moyennes en créant un fonds souverain destiné à investir «dans l'économie réelle et les biens publics rentables». La position du RN pourrait évoluer : l'autre conseiller économie de Le Pen, François Durvye, est favorable à l'introduction d'une dose de capitalisation dans le système. Tout comme l'allié Eric Ciotti, qui a tenu un colloque sur le sujet au mois de mai. Plusieurs députés RN s'y sont pressés et ont emporté avec eux de la documentation.

VICTOR BOITEAU, JEAN-BAPTISTE DAOULAS et NICOLAS MASSOL

CONGRÈS DU PS

Sur LFI, les courants ne passent pas

Par
SACHA NELKEN
 Envoyé spécial à Nancy

Les militants roses le demandaient, les cadres ne leur ont pas donné. Réunis à Nancy tout le week-end pour conclure le 81^e congrès de leur parti, les différents courants du PS ont acté dimanche leur incapacité à se réunir autour d'une synthèse. C'est le chef de file de l'opposition interne à Olivier Faure, Nicolas Mayer-Rossignol, défait de peu lors du vote pour le premier secrétaire le 5 juin, qui l'a annoncé tôt dans la matinée. «La direction sortante ne souhaite pas d'accord», a-t-il accusé devant la presse après plusieurs jours de discussions. Faux, rétorque le camp Faure. «Ils n'ont pas sincèrement cherché le rassemblement», estime le député du Calvados Arthur Delaporte, ciblant l'autre courant.

A l'image de ces derniers mois de congrès, la fracture entre les deux principaux textes d'orientations du PS ne concerne pas le fond mais bien la stratégie. Et plus précisément, une question qui semblait pourtant réglée: le rapport à La France insoumise. Jusqu'à ce week-end, le sujet qui a tant dynamité le parti du temps de la Nouvelle Union populaire écologique et social en 2022 et du Nouveau Front populaire en 2024 n'en était plus vraiment un. Même Olivier Faure, qui a entraîné les socialistes dans ces deux alliances, martèle désormais que le PS ne s'alliera pas avec Jean-Luc Mélenchon en 2027 et ne nouera pas d'accord national avec LFI pour les municipales de 2026. Mais le fait que le premier secrétaire ne voie pas comme un «problème» que des insoumis puissent participer à des exécutifs locaux, ou refuse de les exclure des discussions en cas de risque d'accession au pouvoir du Rassemblement national, a crispé l'équipe de Nicolas Mayer-Rossignol. «Vous avez trompé les militants du PS. Vous faites campagne en disant plus jamais LFI pour dire l'inverse ensuite», a ainsi lancé

Alors que les militants espéraient un rassemblement de toutes les sensibilités du PS ce week-end, ses principaux leaders se sont refracturés à propos des potentielles alliances avec la formation de Jean-Luc Mélenchon.

l'eurodéputé François Kalfon à Arthur Delaporte, qui tenait un point presse dimanche matin.

JOUER LES CASQUES BLEUS
 Pour «lever toute ambiguïté», les négociateurs du courant du maire de Rouen ont donc mis sur la table l'idée d'un amendement au texte commun que tentaient de rédiger les trois motions. Ce dernier affirmait qu'«il n'y aura[it] plus d'accord national et programmatique aux législatives pour gouverner ensemble avec LFI». Refus net de la direction qui estime avoir été suffisamment claire sur la question. «Et puis, on ne peut pas dire qu'on veut être un grand parti et en permanence se positionner par rapport à LFI», justifie le bras droit d'Olivier Faure, Pierre Jouvet. Un argument inaudible pour l'autre camp. «De ce fait, la direction sortante prend la responsabilité de diviser le PS. C'est très grave. Avec cet amendement, il y avait un rassemblement complet. Au lieu de ça, Olivier Faure a préféré s'entêter dans sa volonté de rester dans le flou», tacle Mayer-Rossignol. Devant les journalistes, le Normand et les siens assurent avoir accepté les propositions de l'autre clan sur tous les autres sujets. Et soulignent avoir mis de l'eau dans leur vin en proposant une formulation qui n'exclut finalement pas les accords locaux.

«Ça allait moins loin que ce que ce qu'a dit Nicolas dans son discours samedi», note le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner. Lancé dans le congrès en se fixant l'objectif de réunir tous les socialistes, le président du groupe PS à l'Assemblée, arrivé en troisième position lors du vote des textes d'orientation, Boris Vallaud, a tenté de jouer les Casques bleus dans la soirée de samedi. Le Landais a soumis une formulation pouvant satisfaire tout le monde au sujet de l'approche du PS sur les élections législatives. Le seul sujet bloquant, souligne un proche du député. Il était alors question que soit précisé qu'«en cohérence avec la ligne stratégique pour la présidentielle», le PS se tourne, dans le cadre d'une union, vers leurs partenaires rassemblés dans une plateforme allant de François Ruffin à Raphaël Glucksman. Tout en se laissant toutefois la possibilité «d'évaluer le risque d'accession au

«Que préférons-nous ? Perdre des élections ou perdre notre âme ?»

Nicolas Mayer-Rossignol
 chef de file de l'opposition interne à Olivier Faure

pouvoir de l'extrême droite pour lui faire obstacle». Donc de discuter avec LFI si c'est pour éviter une victoire du RN. De quoi convaincre les fauristes après quarante-cinq minutes de discussion, mais pas Nicolas Mayer-Rossignol. «C'était leur formulation ou rien», regrette l'entourage de Vallaud. L'espoir d'un accord de gouvernance entre toutes les franges du PS était déjà, de toute façon, parti en fumée dès samedi, dans le début de soirée, quand Nicolas Mayer-Rossignol est monté à la tribune. Dans un discours pourtant ouvert par une ode à l'*«apaisement»*, le maire de Rouen a tapé fort sur la direction sortante. Encore une fois à propos des accords passés noués avec LFI. «Que préférons-nous ? Perdre des élections ou perdre notre âme ?» a-t-il demandé sur scène. «Il nous a pissé à la gueule», s'est agacé quelques minutes plus tard un proche d'Olivier Faure. «C'était votre discours de sortie [des discussions]», a lancé Pierre Jouvet au proche de «NMR» David Assouline à la sortie de la salle. Boris Vallaud a, lui, fait part devant la presse de «son sentiment d'incompréhension» face à l'*«expression de Nicolas»*.

TROISIÈME HOMME

Malgré un appel à la responsabilité, ni le pacte de gouvernance ni l'adresse aux Français en cours de rédaction ne verront le jour. Les partisans du premier secrétaire sont furieux et accusent le camp de Mayer-Rossignol d'avoir remis la question de LFI dans le débat pour masquer les dissensions internes à son courant à propos d'une participation ou non à la direction. «La seule chose qui les unit, c'est l'opposition à La France insoumise», s'agace l'eurodéputée Chloé Ridel. Jean-Luc Mélenchon, lui, se fait un malin plaisir à commenter le congrès du PS sur les réseaux sociaux. «Vous ne pourriez pas vous disputer à propos d'autre sujet que LFI ou moi ? [...] Et si vous devez faire une scission, pourquoi pas sur un sujet de fond ?» écrit-il.



Dimanche matin, dans son discours de clôture, Olivier Faure n'est pas entré directement dans la confrontation avec ses opposants. Le député de Seine-et-Marne s'est toutefois laissé aller à quelques petits tacles. «Alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, j'entends que certains ici voudraient faire de ce congrès un référendum pour ou contre LFI. Je leur dis simplement que tant qu'ils auront pour unique obsession LFI, ils ne feront que témoigner de la domination psychologique que la gauche radicale exerce sur eux», a-t-il par exemple lancé. Affirmant aussi qu'«un grand parti socialiste ne s'abaisse pas à la polémique permanente avec la gauche». Au micro, le premier secrétaire a en revanche multiplié les mains tendues au troisième homme du congrès, Boris Vallaud. Faure a par

Antisémitisme: Jérôme Guedj ravive les plaies avec Jean-Luc Mélenchon

A la tribune du congrès du PS, le député et ancien compagnon de route de l'insoumis a qualifié d'«absolument inacceptables» certains de ses propos. LFI exige des excuses d'Olivier Faure.

En qualifiant Jean-Luc Mélenchon de «salopard antisémite», samedi à la tribune du congrès du PS à Nancy, le député socialiste l'Essonne Jérôme Guedj a ravivé la fracture entre socialistes et insoumis. Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, a réagi en exigeant «des excuses publiques» d'Olivier Faure. Injonction à laquelle le premier secrétaire du PS fraîchement réélu n'a pas donné suite dans l'immédiat. «Quand je dis à Jean-Luc Mélenchon qu'il n'est pas possible et souhaitable de défendre la revendication de la Palestine “de la mer à la rivière”, a lancé Jérôme Guedj, je défends la position historique des socialistes, [...] qui est celle de la solution à deux Etats, de la sécurité d'Israël et de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Et à ce moment-là, je deviens le sioniste génocidaire pour Jean-Luc Mélenchon et les siens.»

«Lâcheté». Puis de poursuivre, alors que le sujet de possibles accords avec les insoumis a fait échouer la tentative de synthèse entre les trois motions socialistes: «J'ai une meurtrissure terrible à dire devant ce congrès que, pour la première fois de ma vie, j'ai dû dire de l'homme que j'ai aimé profondément qu'il est devenu un salopard antisémite, avec des propos qui sont pour nous absolument insupportables.»

Le leader insoumis a réagi sur X dimanche en mettant «au défi Jérôme Guedj [...] de trouver dans [ses] écrits ou discours une seule fois au cours des quarante dernières années les expressions qu'il [lui] attribue». Ajoutant: «Le PS s'excuse ou assume?» Le passif entre les deux hommes est lourd, le triple candidat à la présidentielle ayant tenu des propos très durs contre le



Jérôme Guedj en juillet à Paris. PHOTO ALBERT FACELLY

député de l'Essonne, en le qualifiant notamment de «lâche de cette variété humaine que l'on connaît tous, les délateurs». Manuel Bompard a de son côté publié un message assurant que «jamais l'insulte et la calomnie ne devraient être le registre des relations entre les formations politiques de gauche» et demandé des «excuses publiques pour ces

propos inacceptables. Une exigence réaffirmée dimanche sur BFMTV par le coordinateur national de La France insoumise, qui a également estimé nécessaire pour le PS «de sanctionner Guedj qui ne peut pas parler comme ça en toute impunité». A défaut d'excuses, «je prendrais acte que les propos de Guedj sont la ligne officielle du PS», a-t-il observé, ajoutant qu'il sera dès lors «difficile d'envisager un travail commun, de leur fait».

Rupture. Cet épisode scellerait-il définitivement le cercueil de l'alliance entre les insoumis et les socialistes? «Le PS a déjà à six reprises mis un terme à cette alliance du Nouveau Front populaire en refusant de censurer le gouvernement Bayrou», a rétorqué Manuel Bompard. «Ce ne sont plus nos alliés», avait déjà acté Jean-Luc Mélenchon mi-février.

La rupture a donc été maintes fois annoncée, et depuis des années. Ce qui n'a pas empêché les gauches soi-disant «irréconciliables» de parvenir à s'entendre, par exemple l'été dernier face à une extrême droite aux portes du pouvoir et sous la pression de la base qui exigeait l'unité.

PIERRE PLOTTU

Les informés

de Jean-Rémi Baudot
et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération



franceinfo:

radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowitz / Radio France

exemple promis que les nouveaux outils que le Landais voudrait voir mis en place au PS comme le journal *le Populaire* ou un institut de formation («l'Académie Léon-Blum») le seront. Et pour cause: les deux courants veulent continuer d'échanger pour aboutir à un rassemblement à la tête du PS. «Nous comptons poursuivre les discussions. Nous voulons assumer nos responsabilités et construire un pacte de gouvernance pour stabiliser notre parti et lui donner un cap», a répété la motion de Vallaud dans un communiqué à l'issue du discours d'Olivier Faure. Les deux camps visent un accord avant le premier conseil national du PS prévu le 1^{er} juillet. Qui sera sans doute bienvenu, mais à coup sûr insuffisant pour faire oublier ce nouveau triste congrès. ◆

Olivier Faure
à Nancy,
dimanche.
PHOTO JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN. AFP



LIBÉ.FR

Ce qui est obligatoire, autorisé ou interdit pendant les épreuves du bac

Coup d'envoi ce lundi des épreuves écrites du baccalauréat pour les 725 000 élèves de terminale, en voies générale et technologique, qui plancheront sur la philosophie. Retards, portables, accès aux toilettes... Petit rappel des règles pour éviter les étourderies et rester dans les clous. A lire sur notre site. PHOTO AFP



Dans les vignes de Frontignan (Hérault), le 7 mai. PHOTO NICOLAS GUYONNET. HANS LUCAS. AFP

«Il faut diminuer les teneurs en cadmium dans les engrais»

Alors que les engrais phosphatés ont été pointés du doigt dans les contaminations au métal cancérogène, deux chercheurs de l'Inrae expliquent que ceux-ci n'ont qu'un rôle secondaire dans les stocks de l'élément chimique dans les sols.

Recueilli par
PAULINE MOULLOT

Depuis une alerte des unions régionales de professionnels de santé-médecins libéraux la semaine dernière, la France s'inquiète de son exposition au cadmium, ce métal naturellement présent dans les sols et reconnu comme cancérogène, muta-

gène et toxique pour la reproduction. Selon deux études de Santé publique France, l'imprégnation moyenne au cadmium a presque doublé entre 2006-2007 et 2014-2016. Le ministre de la Santé a annoncé mardi que des tests de dépistage seraient remboursés à l'automne en médecine de ville. Jeudi, le ministère de l'Agriculture a indiqué travailler avec ceux de la Santé et des Affaires étrangères sur ce «*sujet important avec des enjeux sanitaires, géopolitiques et agricoles*».

Les chercheurs à l'Institut national de recherches pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement Thibault Sterckeman et Jean-Yves Cornu relativisent le rôle des engrais phosphatés dans les contaminations, mais appellent à baisser leur teneur en cadmium pour limiter l'exposition des populations.

La principale source d'exposition au cadmium vient de l'alimentation. Peut-on dire avec certitude que c'est à cause de l'utilisation d'engrais phosphatés ?

Jean-Yves Cornu: Excepté les fumeurs, l'exposition de la population vient avant tout de l'alimentation, en raison du prélèvement par les cultures du cadmium présent dans certains sols. Dans les sols contaminés, qui sont souvent calcaires comme dans l'ouest de la France, le cadmium est d'origine naturelle. Les engrais phosphatés sont un des intrants de cadmium mais, souvent, ne sont pas la source majoritaire.

Thibault Sterckeman: Le chemin du cadmium vers la plante se fait par le sol. Quand on ajoute un engrais, il se dissout et le phosphore et le cadmium qu'il contient sont alors stockés dans le sol. Quand une culture est mise

en place, ces éléments passent par les racines et vont ensuite migrer dans la plante, notamment vers les parties récoltées comme les graines ou les tubercules. Quand on rajoute des engrais phosphatés, on augmente donc la réserve de cadmium déjà présente dans le sol. En dehors du cadmium naturel, ce stock déjà présent vient de la pollution atmosphérique issue de l'activité industrielle des XIX^e et XX^e siècles qui a contaminé tous les sols d'Europe.

Cette pollution atmosphérique a commencé à baisser dans les années 70 mais cela reste la première source du cadmium actuellement dans les sols. Les engrais phosphatés représentent 60% à 70% des flux entrants actuels.

Si on stoppait ces apports d'engrais, la teneur en cadmium baisserait-elle ?

T.S.: Ce sont avant tout les stocks dans le sol qui conta-

minent les plantes. Une fois que le cadmium est dans le sol, il en ressort très peu. Donc si on arrêtait les flux entrants, on garderait ces stocks et la teneur dans les plantes baisserait très peu. On aurait tout intérêt à utiliser des phosphates qui contiennent moins de cadmium pour ne pas accroître le stock, mais ça ne serait pas suffisant.

J.Y.C.: Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas abaisser les teneurs en cadmium dans les engrais phosphatés, mais il faut nuancer le poids qu'on leur donne.

Pourquoi retrouve-t-on surtout du cadmium dans les pommes de terre et les céréales ?

J.Y.C.: Le transfert du sol vers la plante se fait de manière plus forte chez certaines espèces et chez certaines variétés. Par exemple, chez les céréales, le blé dur en accumule trois à quatre fois

plus dans ses gains que le blé tendre. Lui-même en accumule plus que le maïs.

T.S.: Pour le blé tendre [pour le pain et la pâtisserie, ndlr] c'est surtout la quantité que l'on mange qui fait qu'on est plus exposé. Quand on parle des céréales du petit déjeuner, je m'interroge. Je ne suis pas sûr que ce soit uniquement le blé qui contamine les enfants, mais peut-être le chocolat, qui contient lui aussi du cadmium...

Quelles sont les solutions ? Faut-il utiliser moins d'engrais phosphatés ?

T.S.: Les agriculteurs ont déjà beaucoup baissé leurs utilisations d'engrais, qui leur coûtent cher. Il faudrait que les industriels trouvent des procédés de décadmiation pour vendre des engrais sans cadmium. Il faut bien sûr diminuer la teneur en cadmium dans les engrais mais si on veut baisser l'exposition des populations, il faut surtout travailler sur de nouvelles variétés de céréales et de pommes de terre.

J.Y.C.: En complément, il faut privilégier la recherche de variétés faiblement accumulatrices de cadmium. Ces variétés existent, il faut les exploiter. Il faut identifier les parcelles les plus à risque, travailler sur la qualité des intrants et notamment des engrais phosphatés, et enfin mettre en place des cultures faiblement accumulatrices dans ces parcelles à risque.

L'agriculture biologique est-elle une piste ?

T.S.: Les agriculteurs bios utilisent davantage d'engrais organiques qui augmentent la teneur en humus du sol. Or cet humus a la capacité de retenir le cadmium et de le rendre moins absorbable par les racines des plantes. Malgré tout, la conversion en bio est récente et les sols ont donc souvent un stock de cadmium préexistant. Ils ne sont donc pas forcément épargnés par la contamination. ▶

LIBÉ.FR

Que peut-on manger sans risques ?

Produits bios, œuf dur, lentilles... Libé fait le point sur les aliments contaminés au cadmium.



LIBÉ.FR

Au Groenland, Macron dénonce les visées expansionnistes de Trump

A peine atterri sur l'île dimanche, le président français a exprimé son désaccord avec la volonté de son homologue américain d'annexer le territoire autonome du Danemark: «Ce n'est pas ce qui se fait entre alliés», a-t-il souligné. Il est le premier chef d'Etat étranger à mettre le pied au Groenland depuis les menaces de Trump. PHOTO AFP

«Les patientes atteintes d'endométriose ont énormément de dépenses et tout n'est pas remboursé.»

MARINA KVASKOFF
chercheuse
à l'Inserm



DR

Les associations le répètent depuis des années: l'endométriose déclenche de multiples souffrances mais coûte aussi cher aux femmes. En réponse à ces témoignages, la Caisse nationale d'assurance maladie a commandé, à la demande du ministère de la Santé, une première étude sur le sujet. Objectif: estimer le coût financier de cette maladie gynécologique inflammatoire, qui touche 2 millions de personnes en France. Alors que l'endométriose touche 10% des femmes, le reste à charge pour les patientes n'a jamais été quantifié. Les symptômes les contraignent pourtant à multiplier les consultations. Imageries médicales, traitements, spécialistes, kinésithérapie... Autant de soins qui ne sont pas toujours intégralement remboursés. Auprès de Libération, la chercheuse épidémiologiste à l'Inserm Marina Kvaskoff détaille cette étude. **C.Le.**

A lire en intégralité sur Libé.fr

Sarkozy perd sa Légion d'honneur: normal, n'en déplaît à Macron

Condamné définitivement à un an de prison ferme pour corruption dans l'affaire des écoutes, Nicolas Sarkozy s'est vu retirer sa Légion d'honneur, selon un arrêté publié dimanche au Journal officiel. La chose s'impose, la règle étant une exclusion automatique de cet ordre, ainsi que de celui du mérite, quand un récipiendaire est définitivement condamné à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un an ferme.

C'est logique, de droit, ce devrait être un non événement purement symbolique. Mais voilà, Emmanuel Macron y a mis son grain de sel le 24 avril: «Je pense que ce ne serait pas une bonne décision. [...] Je pense que c'est très important que [...] les anciens présidents soient respectés et donc le président de la République que je suis, en tant que grand maître de la Légion d'honneur, ne prendra aucune décision de ce type.» En réalité, il ne lui revenait pas de prendre cette décision, qui était du ressort du grand chancelier de la Légion d'honneur, le général François Lecointre. C'est lui qui a signé l'arrêté de constatation de l'exclusion de



Nicolas Sarkozy en mai 2007. PHOTO THOMAS COEX. AFP

l'ancien président. Alors, pourquoi commenter à l'avance une décision automatique et frappée au coin du bon sens élémentaire de l'état de droit? L'état de droit, notion tant triturée en ce moment par les populistes de tous poils, c'est l'ensemble des règles et usages qui encadrent le pouvoir et les avantages de ceux qui l'exercent.

En laissant entendre que l'application du droit conduit en l'occurrence à un non-respect de la fonction de Président, Emmanuel Macron promeut une vision plébiscitaire de la pratique du pouvoir. L'hôte actuel de l'Elysée explique que la légi-

timité populaire, légitimité suprême, a adoubé Nicolas Sarkozy en 2007 et que cette légitimité est un acquis pour la vie. Pourtant, ce même peuple a retiré à Nicolas Sarkozy cette légitimité cinq ans plus tard. Emmanuel

Macron verse ainsi dans la tradition bonapartiste bien éloignée de la «démocratie libérale». Démocratie libérale si souvent attaquée en ce moment; démocratie libérale, par ailleurs et à juste titre, défendue par le même Emmanuel Macron contre tous les populistes et autoritaires en vogue en France et dans le monde. Mais ça fait longtemps que la Légion d'honneur ne ré-

BILLET

compense plus simplement les actes de bravoure au service de la République. Cette distinction est surtout utilisée pour marquer les évolutions de carrières de la haute administration et des dirigeants économiques, sociaux, artistiques, sportifs et associatifs. Elle est aussi utilisée pour gratifier les amis des présidents de la République successifs. Et dans ce domaine, Nicolas Sarkozy avait la Légion d'honneur généreuse envers ses potes. On se souvient qu'Isabelle Balkany, épouse de Patrick Balkany, l'ami d'enfance de Nicolas Sarkozy, surtout connue pour sa pratique clientéliste d'élue de Levallois-Perret, qui n'a sauvé personne de la noyade ni n'a découvert de médicaments, mais qui avait l'insigne qualité d'être la marraine de Louis Sarkozy, s'est vue remettre la Légion d'honneur des mains même du papa de Louis en 2008 à l'Elysée. La breloque - ça fera à Nicolas Sarkozy un point commun avec son amie - lui a été retirée par la justice en 2021 après sa condamnation pour fraude fiscale...

THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Bateau pour Gaza: pourquoi le Français Yanis Mhamdi n'est-il pas libéré?

Ils sont encore trois passagers du navire humanitaire *Madeleen* à être retenus en Israël. Les Français Yanis Mhamdi, Pascal Mauriéras et le Hollandais Mark van Rennes n'ont pas pu quitter le sol israélien depuis leur arrestation à bord de la «flottille de la liberté». Ils demeurent à l'heure actuelle détenus dans la prison de Givon, à Ramla, au centre d'Israël.

Après l'interception du *Madeleen*, dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin, le retour de la majorité des passagers s'est effectué en plusieurs phases. Dès le lendemain, ceux qui ont donné leur accord pour être expulsés

avant le délai légal des soixante-douze heures, prévu dans le droit israélien, ont pu sortir de détention. Les autres, ayant refusé de signer tout document faisant état d'une «entrée illégale sur le sol israélien», ont été présentés à un juge israélien. Yanis Mhamdi fait alors parvenir une lettre à la rédaction de *Blast*, où il indique qu'il est «censé rentrer vendredi» en France. Il écrit: «Selon mon avocate, je suis le dernier à rentrer afin que cela serve d'exemple aux prochains journalistes. [...] Si c'était à refaire, je referais exactement la même chose.» Mais les choses ne se déroulent pas comme prévu. Dans

la nuit de jeudi à vendredi, les attaques israéliennes sur l'Iran déstabilisent encore davantage la région, et entraînent la fermeture des espaces aériens. L'ONG Adalah, qui œuvre pour la défense des minorités arabes en Israël et assure la défense juridique des passagers du *Madeleen*, précise: «En conséquence de l'escalade actuelle entre Israël et l'Iran, les vols d'expulsion qui étaient prévus ont été brusquement annulés. Les trois volontaires restent.» Après les attaques israéliennes contre l'Iran, l'aviation civile jordanienne avait stoppé tout trafic aérien samedi. Les vols avaient

repris le lendemain à 7h30 du matin. Tard dans la soirée, le trafic aérien a de nouveau été fermé en Jordanie. En fin de journée dimanche, l'ONG Adalah a annoncé que «les trois volontaires détenus seraient libérés ce lundi matin et pourraient retourner vers leur pays via la frontière jordanienne». L'ONG ajoute que «leurs ambassades respectives attendraient leur arrivée de l'autre côté de la frontière jordanienne afin de faciliter leur retour». Le quai d'Orsay n'a pas, à ce stade, confirmé cette annonce.

ANAÏS CONDOMINES
A lire en intégralité sur Libé.fr

Critérium du Dauphiné Pogacar joue un vilain tour à Vingegaard

Le champion du monde slovène s'est facilement imposé dimanche pour décrocher le premier Critérium du Dauphiné de sa carrière, terminant la course avec 59 secondes d'avance sur son poursuivant danois, Jonas Vingegaard. Un message envoyé à son principal rival avant de le retrouver dans trois semaines au départ de la Grande Boucle. Du côté des Français, on a beaucoup vu le futur retraité Romain Bardet devant, sans toutefois parvenir à décrocher un ultime succès. Le grand public aura surtout découvert un gamin moitié moins vieux: Paul Seixas, 18 ans et une 8^e place au général pleine de promesses. **L.Mo.**

A lire en intégralité sur Libé.fr

24 Heures du Mans Ferrari remporte une troisième victoire consécutive

Ferrari, pilotée par Robert Kubica, a remporté dimanche la plus prestigieuse course d'endurance automobile de la planète à l'issue d'une 93^e édition indécise jusqu'au bout, s'offrant une troisième victoire de rang. Cette victoire cache aussi des premières historiques: Ye Yifei, le coéquipier de Kubica, devient le premier Chinois à s'imposer sur la course. Kubica devient pour sa part le premier Polonais. (avec AFP)

Bodycount

L'obsession tordue des masculins

Cette pratique sexiste consistant à évaluer et juger le nombre de partenaires sexuels des femmes met au jour les éternelles dérives des réseaux sociaux, devenus terrain de jeu privilégié des masculinistes.

Par KATIA DANSOKO TOURÉ
Dessin ÉLODIE LASCAR

C'est une première. Mardi, toute une bande d'influenceurs a été auditionnée par une commission d'enquête parlementaire sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs. Parmi eux, l'influenceur et acteur porno AD Laurent – qui a vu son compte TikTok suspendu, le 15 mai, sous l'impulsion d'Aurore Bergé, ministre déléguée à l'Egalité entre les femmes et les hommes – mais aussi Isac Mayembo. Celui qui se fait appeler Alex Hitchens (*lire ci-contre*), du nom du personnage principal du film *Hitch, expert en séduction*, a coupé court au bout d'une quinzaine de minutes à l'audition qui portait notamment sur ses propos misogynes qui pullulent sur TikTok et YouTube. De fait, suivi par plus de 654 000 personnes sur la première plateforme et 372 000 sur la deuxième, Alex Hitchens fait partie des masculinistes stars qui, sur les réseaux sociaux, contribuent à populariser des discours et tendances sexistes, parmi lesquels le «bodycount». Son compte a été suspendu jeudi. Quid ? En 2025, ce terme désigne le nombre de partenaires sexuels à son actif. Et sur les réseaux sociaux, force est de constater que l'on s'intéresse principalement au bodycount des femmes. Pour Alex

Hitchens, une femme qui a plus de 30 ans ou affiche un «bodycount élevé» (soit cinq à sept partenaires sexuels) est disqualifiée d'office sur le marché de la séduction. Alors même qu'en moyenne, les femmes françaises ont connu 7,9 partenaires dans leur vie, contre 16,4 pour les hommes en 2023, selon la dernière grande enquête de l'Inserm, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. «Il existe une vidéo dans laquelle Alex Hitchens n'arrête pas de demander le bodycount d'une femme à plusieurs reprises. Il lance "bodycount, bodycount, bodycount" pour l'empêcher de parler. Cette vidéo est devenue un mème. Et désormais, quand on cherche à interrompre une personne que l'on ne souhaite pas écouter sur n'importe quel propos, on lui répète le mot "bodycount" à l'envie», raconte Antoine, 22 ans, étudiant en finance à Paris et utilisateur assidu des réseaux sociaux.

Alex Hitchens est loin d'être le seul masculiniste à déblatérer sur le bodycount des femmes. «Tout le monde le sait mais une personne qui a conduit plusieurs voitures, c'est un pilote, mais une voiture qui a été conduite par beaucoup d'hommes, c'est une poubelle. Les femmes regardent le futur d'un homme et les hommes regardent le passé d'une

femme», lance le détenteur masculiniste d'un compte TikTok dénommé «Prototype Alpha» (plus de 20 000 abonnés), devant les sourires de femmes surmaillées. «Le bodycount est un tropisme sexiste et misogyne», pose, pour Libé, Laure Salmona, cofondatrice de l'association Féministes contre le cyberharcèlement et autrice de l'ouvrage *Quinze Idées reçues sur les cyberviolences et le cyberharcèlement* (le Cavalier Bleu, 2025). Dans une vision patriarcale, une femme qui a eu beaucoup de partenaires sexuels va être dévalorisée quand un homme dans le même cas va être vu comme un tombeur, quelqu'un qui a de l'expérience. Aussi, le terme «bodycount» participe à l'objectification des femmes.»

«MOT NORMALISÉ»

Parler de bodycount à l'endroit des femmes sur les réseaux sociaux n'est pas seulement l'apanage des hommes. En témoignent les saillies de Thaïs d'Escufon, militante d'extrême droite aux plus de 185 000 abonnés sur TikTok. Dans une vidéo publiée en décembre 2023 et baptisée «Le bodycount c'est important» (plus de 300 000 vues), elle explique qu'une femme de moins de 20 ans ayant eu au moins 14 partenaires sexuels est une fille facile avec qui



il n'est pas possible de construire une relation stable.

«Si, auparavant, la question était bel et bien posée, ce n'était pas aussi obsessionnel qu'aujourd'hui. Ce qui est générationnel, c'est qu'il y a une véritable hystérie autour du bodycount et un réel discours autour de cette question», livre Aurore Malet-Karas, sexologue, docteure en neurosciences et autrice de l'ouvrage *Cerveau, sexe et amour* (Humensciences, 2024). On assiste à un retour vers des valeurs traditionalistes, comme avec le concept de la «tradvife». On retourne vers la dissociation entre la femme respectable et les autres.» Pierre (1), 21 ans, étudiant en école de commerce, raconte : «Je me souviens d'un pote qui disait que si une fille a "six de bodycount", elle est trop kilométrée, que c'est un garage, et je trouve ça complètement débile.»

A l'origine, le terme «bodycount», que l'on pourrait traduire par «décompte du nombre de corps» est utilisé pour établir le bilan de victimes après un drame du type accident ou catastrophe naturelle. «Sur Internet, beaucoup de termes apparaissent et on a du mal à en tracer la provenance. Il aurait été utilisé sur les champs de bataille au cours de la Seconde Guerre mondiale pour compter le nombre de morts», détaille Pauline Ferrari, journaliste

spécialiste des cultures web. Nina, 20 ans, étudiante en région parisienne, affirme, elle, avoir surtout entendu parler de bodycount quand elle était au lycée : «On m'a déjà pas mal posé la question. Je n'ai pas de problème avec ça mais si je ne connais pas la personne qui me questionne, je lui dis que ça ne se fait pas. La question de la vie sexuelle des femmes est quelque chose d'intime et le terme de bodycount en a fait quelque chose de générique.» Pauline Ferrari, qui dispense des séances d'éducation aux médias dans les collèges et lycées, affirme que le mot bodycount est, en effet, très employé par les ados : «Il est complètement normalisé, notamment chez les jeunes garçons qui ne voient pas le problème de ce mot.»

Selon elle, certains termes masculinistes, tels «bodycount» ou «misère sexuelle», naissent sur des forums spécialisés de la manosphère ou des plateformes moins modérées, comme Reddit ou 4Chan, pour ensuite s'exporter vers des réseaux grand public et mainstream. «Je trouve intéressant ce terme de décompte des corps. Un terme aussi tragique, qui désigne des cadavres, renforce l'idée que, dans la perception hétéropatriarcale et masculiniste, la sexualité hétéro est une forme de violence. On compte le



nombre de corps qu'on a laissés derrière nous en quelque sorte, reprend Pauline Ferrari, également autrice de l'essai percutant *Formés à la haine des femmes, comment les masculinistes infiltrent les réseaux sociaux* (JC Lattès, 2023). Ce mot démontre aussi comment les masculinistes arrivent à se réapproprier des termes militants pour les tourner à leur avantage.» Et attirer le jeune public...

«PENSÉE TRADITIONNELLE»
D'aucuns jugent que la pandémie de Covid y est pour beaucoup. «Les jeunes sont tout autant préoccupés par l'écologie, Trump et Poutine au pouvoir, la situation au Proche-Orient, etc. Dès lors que l'on vit des désordres politiques et géopolitiques, il y a un retour vers la pensée traditionnelle», ajoute Aurore Malet-Karas. Pauline Ferrari juge, elle, que le bodycount est devenu une injonction chez des ados qui découvrent les codes de la séduction, du romantisme et de la sexualité à travers les yeux des autres. Laure Salmona pointe de son côté «la portée et la vitesse avec lesquelles ce type de discours se répandent, sans parler des algorithmes à l'œuvre».

Pauline Ferrari en a analysé les mécanismes: «TikTok fonctionne avec des algorithmes très binaires et très genrés qui essaient de deviner ce que

les utilisateurs veulent voir avant même qu'ils ne le formulent. C'est aussi surprenant que terrifiant. Ces algorithmes calculent le nombre de temps que l'on passe sur un contenu et évaluent nos interactions - likes, commentaires, partages.» Ainsi, on peut en arriver à populariser des contenus masculinistes même s'ils nous déplaisent. Il suffit de lâcher un com, même rageur. «Rien d'étonnant donc à ce que des influenceurs, qui ne sont pas masculinistes, reprennent le terme de bodycount. Ils se rendent compte que ça crée de l'engagement. D'où la multiplication de ces vidéos de microtrottoir, dans la rue ou dans les salles de sport. Sans compter que tout le monde a quelque chose à dire sur le corps des femmes», analyse encore Pauline Ferrari.

De fait, les vidéos TikTok de microtrottoir dans lesquelles de jeunes hommes questionnent de parfaits inconnus sur le bodycount des femmes sont légion. Légende de l'une d'entre elles, publiée en mars et aux 131000 vues: «Bodycount élevé (chez une femme), ça dégage.» Age des interlocuteurs? La vingtaine, approximativement, voire moins. Dans son rapport sur l'état des lieux du sexisme en France 2025, le Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (HCE), notait une division générée de plus en plus ra-

dicale sur Internet. De plus, selon le «baromètre sexism» évoqué dans ce même rapport, «les hommes (mais également les femmes, dans une moindre mesure) considèrent davantage que les femmes doivent avoir peu de partenaires sexuels (42%, soit 6 points de plus qu'en 2024)».

On assiste donc, selon le HCE, à une adhésion de plus en plus manifeste à des stéréotypes au sujet des femmes. Le faible nombre de partenaires, mais aussi: «Etre fidèle en amour, être sérieuse, douce, sensible, discrète, faire passer sa famille avant sa carrière, avoir des enfants ou être mince.» Tout ce que prônent masculinistes et autres influenceurs misogynes. ▶

(1) Le prénom a été modifié.

LIBÉ.FR

Selon la professeure en sciences de l'information et de la communication et spécialiste des études de genre Marie-Joseph Bertini, le «bodycount», **symbole de la persistance de l'obsession masculine du contrôle des corps des femmes**, est un discours plus pernicieux qu'il n'en a l'air.

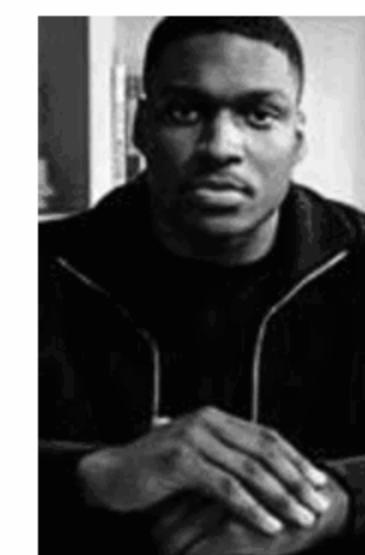
Alex Hitchens, tiktokeur abonné aux scandales

Adepté des vidéos misogynes, ce pseudo-expert en séduction est devenu la figure de proue des masculinistes en France et propose des formations en «séduction». Son compte TikTok a été suspendu jeudi.

du «bodycount», selon laquelle plus une femme a de partenaires sexuels, moins elle a de valeur (*lire ci-contre*). Par ailleurs, il défend aussi l'idée selon laquelle un homme doit faire souffrir émotionnellement une femme afin de la marquer à vie ou encore le fait que les femmes sont responsables de leurs agressions si elles s'aventurent loin de chez elles le soir.

Plus que ses propos, ce sont aussi ses contenus qui défraient la chronique. Sur sa chaîne YouTube, suivie par 370 000 abonnés, l'influenceur cumule les titres provocateurs, sexistes et homophobes comme «TikTok rend autiste et gay», «Elle est grosse et laide», ou encore «Les femmes sont faites pour être soumises». Sur son compte TikTok réactivé, il câline, parfois embrasse de force des femmes abordées dans la rue, sans leur consentement. Des faits qui peuvent être qualifiés d'agressions sexuelles.

Audience. Alex Hitchens s'est ainsi imposé comme l'un des chefs de file du mouvement masculiniste en pleine expansion en France ces dernières années.



DR

Dans les commentaires de ses publications, l'originaire d'Evry est souvent encensé par une partie de son public: «Cet homme est un génie, respect», «c'est le Arsène Lupin des femmes», ou encore «les gens critiquent parce qu'ils ne lui arrivent pas à la cheville».

Pour saisir son audience, l'ancien basketteur pro offre une formation, «L'art de la séduction 2.0», à 199,99 euros, dans laquelle il promet par exemple d'enseigner «les secrets de la psychologie féminine pour réussir vos interactions en rue». Certains internautes dénoncent des formations «trompeuses», qui reprennent des contenus disponibles gratuitement sur Internet.

En dehors de ses comportements masculinistes, le créateur de contenus a fait parler de lui à travers une rhétorique choquante et misogyne qu'on peut entendre sur ses vidéos TikTok: «Si ta femme fait une bêtise, il faut la punir.» «Les femmes n'ont rien à faire dans la rue après 22 heures.» «Citez-moi un seul domaine où les femmes sont supérieures aux hommes? Même en cuisine, on est meilleurs.» Parmi ses théories les plus foireuses, on retrouve celle

AUGUSTIN LASSAUSSOIS

IDÉES /

Guerre à Gaza: comment intellectuels et artistes sont sortis du silence

Une pluralité d'acteurs du monde des idées et de la culture, en France et à l'étranger, n'hésitent plus à prendre position contre la politique du gouvernement israélien en terres palestiniennes. Une clarification, parfois un revirement, aux ressorts complexes, mêlant déchirements intimes, images d'atrocités virales et climat géopolitique.

Par SIMON BLIN et GUILLAUME GENDRON

C'est un cri de plusieurs centaines d'écrivains, intellectuels, artistes qui s'est propagé comme une onde. Comme si un couvercle avait soudainement sauté au-dessus du bocal intello-culturel. «Le silence est en train de se briser», scandé Annie Ernaux dans la séquence «Droit dans les yeux» qui conclut l'émission *la Grande Librairie*, le 4 juin sur France 5. Trois minutes en plan serré sur le visage de la Prix Nobel de littérature qui dit son refus «d'être intimidée par les accusations les plus abjectes» et exige «le cessez-le-feu définitif, le retour des otages israéliens et la libération des milliers de prisonniers palestiniens en Cisjordanie».

Sur le plateau de l'émission, l'écrivaine pointe ce qui entrave, selon elle, un mouvement de solidarité massif envers la cause palestinienne: «L'imaginaire raciste à l'égard des Arabes qui est au cœur de l'acception du martyr de Gaza.» Quelques jours plus tôt, elle, comme 300 de ses confrères francophones, a signé une tribune retentissante dans *Libération* dénonçant les exactions commises par l'armée israélienne dans l'enclave palestinienne. «Nous ne pouvons plus nous contenter du mot "horreur", il faut aujourd'hui nommer le "génocide" à Gaza», interpellent des auteurs de renom et d'horizons divers, comme Leïla Slimani, J. M. G. Le Clézio,

Virginie Despentes ou Mohamed Mbougar Sarr. «Nous, écrivains et écrivaines d'expression française, avons trop tardé à parler d'une seule voix», concèdent-ils.

Pourquoi maintenant? Pourquoi aujourd'hui et pas hier? «Beaucoup de ceux qui ont signé cette tribune ne l'auraient pas fait il y a un mois», reconnaît l'écrivain Karim Kattan, né à Jérusalem, à l'origine du texte. *Le mot génocide était alors totalement disqualifié.*» Le romancier vivant en France s'interroge sur cette «ouverture du champ discursif» dans le débat public, qu'il salue et qui le rend «perplexe» à la fois: «Est-ce pour se racheter du silence des derniers mois que l'on ose enfin prendre la parole?» Une chose est certaine, poursuit l'auteur, «un climat de censure» entourant la défense de la cause palestinienne «empêchait de réfléchir ou débattre convenablement».

REVIREMENT

Un verrou semble avoir sauté. Si bien que le dispositif de la tribune des 300 est reproduit dans la foulée dans le *Guardian* et paraphé par près de 400 écrivains anglophones, comprenant Zadie Smith, Ian McEwan ou Russel T Davies. Mêmes mots, mêmes expressions. «Les Palestiniens ne sont pas les victimes abstraites d'une guerre abstraite, alertent-ils aux côtés d'ONG. Trop souvent, les mots ont servi à justifier l'injustifiable, à nier l'indéniable, à

défendre l'indéfendable. Trop souvent aussi, les mots justes - ceux qui comptaient - ont été éradiqués, ainsi que ceux qui auraient pu les écrire. Le terme "génocide" n'est pas un slogan. Il implique des responsabilités juridiques, politiques et morales.» Impensable il y a encore quelques semaines. La même Zadie Smith avait un an plus tôt publié une tribune dans le *New Yorker*, sévère mise en garde envers les manifestations étudiantes pro-Gaza. La romancière y écrivait que les mots, «comme ils l'ont toujours été lorsqu'il s'agit d'Israël et de la Palestine, [sont] des armes de destruction massive».

En langue anglaise, cela s'appelle un «vibe shift». Un changement de ton, en bon français, quelque chose dans l'atmosphère. «L'eau s'est desserré», perçoit l'historien Jean-Pierre Filiu, au retour d'une rarissime immersion à Gaza sous les bombes, au sein d'une équipe de MSF, dont il vient de tirer un livre-événement. «Oui, il y a eu un changement», opine Adam Shatz, l'influente éditeur américain de la *London Review of Books*. Peut-être que l'exemple le plus révélateur ne se trouve ni aux Etats-Unis ni en France, mais en Allemagne où une politique de défense inconditionnelle d'Israël en guise de pénitence pour l'Holocauste semble s'effondrer.» Fin mai, le chancelier allemand, fraîchement élu, a opéré un tournant

inédit vis-à-vis de Tel-Aviv, son allié historique, en déclarant que les agissements israéliens à Gaza «ne peuvent plus être justifiés», alors que ces dernières années, et plus encore depuis les massacres du 7 Octobre, chaque prise de parole propalestinienne sur les scènes culturelles allemandes - des dernières Biennale à l'édition 2024 de la Berlinale - s'était soldée par de violentes et fangeuses polémiques, entre accusations d'antisémitisme et appels au boycott. Quelque chose a changé en ce printemps 2025 sans que l'on sache ni l'heure ni la date exacte de ce revirement, aux ressorts complexes, mêlant convictions intimes, images d'atrocités virales et climat géopolitique. «Chaque jour des enfants sont coupés en deux. Des familles rayées de la carte. Et à ce stade, peut-être qu'il est devenu moins important de se demander qui a commencé que: comment on arrête ça?» résume à gros traits le Goncourt Nicolas Matthieu sur son très suivi compte Instagram. En France, l'élan n'aurait peut-être pas été si massif si Delphine Horvilleur, rabbin et philosophe, n'avait pas signé le 7 mai sur le site de *Tenoua*, la revue consacrée à la pensée juive qu'elle dirige, un édito contre la «déroute politique» et la «faillite morale» de l'Etat hébreu dans «la tragédie endurée par les Gazaouis». La prise de parole est aussitôt saluée par le dessinateur

Joann Sfar et la journaliste Anne Sinclair, qui y vont de leur texte. «Il n'y avait rien de "coordonné" là-dans. Mais il n'était pas question de laisser Delphine seule», souligne Joann Sfar, très prolix sur le conflit depuis le 7 Octobre, tant en librairie (deux épais volumes de réflexions et reportages en bande dessinée sur l'effroi du monde juif, un troisième annoncé) que sur les plateaux télés et les réseaux sociaux.

TRAGÉDIE GAZAOUIE

Cet effet «vibe shift» fut encore plus nettement observable lors du dernier Festival de Cannes. En 2024, le degré d'engagement le plus spectaculaire, côté stars françaises, correspondait peu ou prou au discret port d'un pin's pastèque (substitut militant au drapeau palestinien) au revers de la robe de Leïla Bekhti. Une retenue pas étrangère à l'intense polémique créée, quelques semaines plus tôt, par le discours de Jonathan Glazer, réalisateur de *la Zone d'intérêt*, qui dénonçait l'instrumentalisation de l'Holocauste pour minorer la situation à Gaza, lors de la cérémonie des oscars. Un an plus tard, en amont de l'édition 2025 du Festival de Cannes, l'actrice Maud Wyler, entourée d'un noyau dur d'une vingtaine de personnalités du cinéma fortement engagées sur la question (Swann Arlaud, Niels Schneider, Eric Canotta, etc.), planche sur un brevetexte





Dans le nord de la bande de Gaza, le 4 juin.

PHOTO JEHAD ALSHRAFI. AP

«On ne peut pas parler d'un abandon d'Israël» : c'est Nétanyahou qui lâche la diaspora européenne!»

Denis Charbit
politiste

lère envers ceux qui s'expriment aujourd'hui pour dénoncer des crimes que leurs déclarations antérieures semblaient justifier, voire cautionner. D'autant plus si ces prises de parole n'accompagnent rien de concret...» Pour l'édition, «la question est la suivante : ce "changement" vise-t-il d'abord à apaiser la conscience des Européens et des Américains dont le premier réflexe a été de défendre Israël de façon inconditionnelle? Dans certains cas, oui. Mais le fait que tant de personnes commencent à qualifier la guerre de Nétanyahou, voire la guerre d'Israël, d'offensive génocidaire sans autre objectif stratégique que de maintenir Nétanyahou au pouvoir, ne doit pas être ignoré.»

DIVERGENCES

Sur *Tenoua*, Delphine Horvilleur a expliqué son «silence» relatif – elle concentrerait jusque-là ses prises de parole sur la montée de l'antisémitisme, au point de s'illustrer dans une violente polémique avec l'humoriste Blanche Gardin – par crainte de «faire le jeu d'une quelconque récupération» judéophobe et ainsi «trahir» la communauté. Selon Sfar, il serait impossible de tenir un «discours adulte» en France, où le débat sur le conflit israélo-palestinien, «totalement hors-sol», ne décollerait pas du niveau des invectives «de supporters de foot». Le dessinateur, qui refuse qu'on le considère «comme un porte-parole», reconnaît néanmoins la difficulté de situer sa parole : «Comme je passe beaucoup de temps en Israël, je me permets de dire des choses qui m'apportent beaucoup de problèmes quand je rentre à Paris, car les Français juifs réservent leur critique d'Israël pour leurs cercles interne et intime, pour ne pas alimenter l'antisémitisme. Beaucoup de gens pensent comme moi, mais le contexte de la société française fait que toute critique d'Israël risque d'être transformée en haine contre les Français juifs. S'engueuler entre juifs, on peut tout à fait le surmonter. Mais les menaces de mort, même si elles ne viennent pas de là, changent tout.»

Peut-on critiquer la politique du gouvernement tout en défendant Israël ? «Elie Wiesel ou Emmanuel Levinas pensaient que non et soutenaient qu'une obligation de réserve incombe aux Juifs qui ne s'exposent pas aux risques de l'aventure sioniste, a rappelé BHL lors d'un discours prononcé le 19 mai à Jérusa-

s'indignant du «silence» du monde du cinéma face au «génocide en cours à Gaza». Mais le nombre de signataires plafonne, entre réticences de certains sur le côté «lyrique» de l'appel et interventions d'agents paniqués pour retirer la signature de leurs célèbres clients. «On s'est aperçu que la parole était bâillonnée», estime Wyler. A un mois de la montée des marches, la tragédie gazaouie vient pourtant percuter de plein fouet les préparatifs du Festival. La mort, dans un bombardement israélien, de Fatma Hassouna, photojournaliste palestinienne, au lendemain de l'annonce de la sélection du documentaire qui lui était consacré dans la sélection Acid du festival, glace le monde du cinéma. Le texte, enrichi d'éteignants paraphes étrangers (Pedro Almodóvar, Xavier Dolan, Susan Sarandon) est publié par *Libération* et le magazine américain *Variety* à la veille de l'ouverture du Festival. C'est une détonation : soudain, tout le monde veut en être, se souvient Maud Wyler – de Judith Godrèche à Catherine Deneuve, et même, après une première volte-face, Juliette Binoche, la présidente du jury, confrontée sur le sujet en conférence de presse.

«HUBRIS ISRAÉLIENNE»

«Les signatures [plus de 900 au final] n'ont pas arrêté d'affluer, je ne sais pas vraiment ce qu'il s'est passé, re-

connaît Maud Wyler. Peut-être que les gens ont compris qu'on ne pouvait plus se taire face à la propagande israélienne.» «C'est surtout la logique du "mouvement de foule" qui l'a emporté sur le fond, relativise un observateur avisé de l'univers cannois. A partir d'un moment, ne pas en être était une forme de prise de position plus visible que l'inverse.»

Où situer la bascule ? Pour certains, les prémisses se trouvent dans l'annonce délirante, en février, du projet de «Riviera» à Gaza par Donald Trump. Sidération mondiale. Toutefois, «cette déclaration libère totalement l'hubris israélienne et la parole extrême en Israël – et ça terrifie tout un pan de la diaspora, qui refuse d'être associée à ça», témoigne Denis Charbit, politiste franco-israélien, enseignant à l'Open University of Israel, à Raanana. Suivent l'oblitération du cessez-le-feu par Tsahal dans l'enclave, le blocage de l'aide humanitaire, et le rapprochement assumé du gouvernement israélien avec les figures de l'extrême droite européenne, dont Jordan Bardella et Marion Maréchal, à l'occasion d'une conférence sur l'antisémitisme à Jérusalem, à laquelle Bernard-Henri Lévy refuse de participer en leur présence.

«Ça revient à dire, entre BHL et Bardella, on préfère Bardella, résume Charbit. Dès lors, on ne peut pas parler d'un "abandon d'Israël" : c'est Nétanyahou qui lâche la diaspora

europeenne ! De la même façon qu'aux Etats-Unis, il a préféré s'appuyer sur les évangéliques chrétiens plutôt que sur les vénérables associations juives.» Peu après, début mai, au cap des 600 jours de guerre, Nétanyahou annonce le déploiement de l'opération «Chariots de Gédéon», suivie de l'annonce massue par le ministre israélien des Finances, le suprémaciste Bezalel Smotrich, de l'édification d'une vingtaine – nombre inédit – de colonies juives en Cisjordanie. «La guerre légitime a été absorbée par une autre guerre, une nouvelle guerre d'occupation, de récupération de territoire, et ça, on ne peut pas laisser faire», poursuit Denis Charbit.

Le déclencheur, par ailleurs concomitant au durcissement de la diplomatie européenne vis-à-vis de Tel-Aviv et à la volonté d'Emmanuel Macron, rendue publique pour la première fois début avril, de reconnaître l'Etat palestinien, a pu être perçu comme tardif, trop timoré, alors que 55 000 morts ont été recensés après vingt mois de guerre et la famine qui guette. Dans *Télérama*, l'universitaire Yoav Shemer-Kunz, cofondateur du réseau European Jews for Palestine, se dit «amer» : «On dit qu'ils brisent le silence, alors qu'ils ont participé à réduire au silence les voix comme les nôtres...»

Auprès de *Libération*, Adam Shatz dit «totalement comprendre cette co-

lem et publié sur le site de *la Règle du jeu*. Eh bien, je ne suis pas de cet avis. Je pense, c'est vrai, qu'il vaut toujours mieux, quand on le peut, exprimer ses critiques depuis Israël. Mais je ne vois aucune objection de principe à ce qu'un ami juif ou, d'ailleurs, non juif conteste la politique israélienne.»

En dépit de ce nouvel unanimisme apparent sur la catastrophe en cours à Gaza, de profondes divergences idéologiques continuent de subsister, irréconciliables. Comme sur les mots pour décrire l'horreur que vivent les Gazaouis. Doit-on parler de génocide, à l'instar de l'historien israélien Amos Goldberg qui, dès le printemps 2024, assumait le terme ? Doit-on, au contraire, s'en distancer, pour le moment, au motif qu'il «brouille» la mémoire de la Shoah, ainsi que le soutient l'historien Robert Hirsch dans *Libération* ? Sfar, plus brutal, dénonce «le confort des grandes tribunes infantiles», pétries, selon lui, du complexe du «white saviour» aux dépens des voix «juives et palestiniennes» : «Dénoncer ce qui se passe à Gaza, ça se fait depuis Gaza, cingle-t-il. S'il faut réveiller Auschwitz, c'est qu'on parle d'autre chose...»

Mais doit-on seulement résérer aux intellectuels, en particulier «aux historiens», le soin de statuer sur cette qualification, comme l'a suggéré Emmanuel Macron le 13 mai sur TF1 ? L'historien Vincent Lemire s'inscrit en faux contre l'affirmation du chef de l'Etat. «Ce n'est pas aux historiens mais aux juges de déterminer s'il y a génocide ou non, rappelle-t-il. Ce sont aux chefs des Etats signataires de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide que revient l'obligation d'intervenir pour qu'il ne soit pas commis.»

«Le débat était très contraint, mais ce qui importe, c'est le réel plutôt que les débats sémantiques», plaide Jean-Pierre Filiu. D'autant que les mots empêchent une coalition plus large dans l'opposition à la guerre, note Charbit. «On voit très clairement que la différence entre la ligne Horvilleur et celle des Nobel [référence à la tribune des écrivains], c'est le refus d'enterrer le terme "génocide", qui trace une ligne de partage non négociable et non négligeable entre les deux, résume-t-il. Mais le constat de départ – Nétanyahou et sa guerre mettent Israël et la diaspora en danger – est le même.» Vincent Lemire, lui, suggère de s'en remettre à la parabole des ouvriers de la onzième heure dans l'Évangile de Saint Matthieu, selon laquelle «rabrouer les retardataires ne vous élèvera pas». Façon d'appeler à passer outre les paroles désynchronisées et les amères rancœurs face à l'ampleur de l'horreur. ◀



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Pascal Praud et la «bouillie» de son invitée

Soupir, re-soupir puis dénigrement sur CNews face aux propos de Shannon Seban, la présidente de Renaissance en Seine-Saint-Denis, qui veut fourrer le RN et LFI dans le même sac.

Française, juive, et alors? C'est le titre du livre de l'invitée du jour de Pascal Praud sur CNews. Elle s'appelle Shannon Seban, et jusqu'ici tout va bien. Mais le temps se gâte très vite: elle est par ailleurs présidente de Renaissance en Seine-Saint-Denis. «On peut vous classer dans le bloc macroniste?» s'enquiert innocemment Praud. «Dans le bloc central», rectifie l'invitée. Premiers ricanements sur le plateau, qui bouffe du Macron à tous les repas, avec force soupirs accablés, depuis que le Président a accusé «certains» de «brain-washer sur l'invasion du pays et sur les faits divers». CNews, qui s'est sentie visée, tient une petite revanche. Voyez comme même les macronistes rasent les murs!

Mais voici soudain l'impardonnable: l'invitée renvoie dos à dos le RN et LFI. «Je combat les extrêmes. Ce sont les deux faces d'une même pièce.» Son sacrilège est proféré d'une voix étrangement mécanique, comme une intelligence artificielle qui aurait reçu consigne d'énerver les «pros» de CNews. Et ça marche. Qu'elle classe les insoumis dans les «extrêmes», OK, c'est la routine. Mais fourrer le RN dans le même sac, «ça veut rien dire, pardonnez-moi», s'emporte Praud, d'autant que «LFI attaque les Français juifs, et en tout cas Israël».

Mais dans son infinie tolérance, Praud souhaite néanmoins donner à son invitée «l'espace et le temps pour le dire. C'est passionnant de vous écouter». Et l'invitée, donc, de débiter: «Le RN entretient une obsession identitaire et LFI une obsession communautariste. Monsieur Praud vous me permettrez, il ne suffit pas d'un voyage à Yad Vashem [comme Jordan Bardella, ndlr] pour faire oublier le passé du Front national. Le musulman a remplacé le Juif et je ne suis pas dupe de cette stratégie du RN.» Rire amer de Praud. Gros plan sur l'accablement de la chroniqueuse Charlotte d'Ornellas. Praud: «Ça n'a plus de sens. On peut parler

du parti communiste, de Staline. Jordan Bardella n'était même pas né en 73. Ça fait cinquante fois qu'on entend ça.» Seban, conciliante: «Disons que le RN n'est pas antisémite. Je veux bien. Le seul fait que le RN soit raciste et xénophobe...» Sacrilège dans le sacrilège. Praud: «Et en quoi il est raciste et xénophobe?» Elle cite une déclaration raciste d'un candidat de 2024. Re-soupir. «Dans tous les partis politiques vous trouverez une brebis galeuse...» Ange de patience devant ces énormités, Charlotte d'Ornellas tente d'approfondir. «Ça veut dire quoi, le repli sur soi, enfin?» Très simple. Votre Honneur: la préférence nationale, par exemple. Encore que Seban elle-même ne l'exclue pas totalement: «Sur certains sujets, il n'y a aucun problème.» Alors? Le problème, c'est «la stigmatisation, moi ça me dérange». Eurêka! On aurait donc découvert la différence entre macronisme et lepénisme: oui à la préférence nationale «sur certains

sujets», mais respectueuse, polie, garantie sans stigmatisation. D'Ornellas, poursuivant son interrogatoire de l'invitée (tout en reconnaissant n'avoir pas lu son livre): «C'est quoi la stigmatisation?» Fastoche: les raccourcis entre terrorisme et islam, par exemple. Tout le reste, c'est de la préférence nationale acceptable. Praud, reprenant la main: «Les Français juifs que je rencontre, entre LFI et le RN ils ont choisi.» Une voix sur le plateau: «Arno Klarsfeld en est la preuve.» Praud, attrapant la perche pour glisser du fils au père: «Serge Klarsfeld n'est pas un modèle, pour vous?»

Seban, nullement déstabilisée par le patronyme-totem: «Je crois en une France riche de sa diversité.» D'Ornellas, toujours dans sa quête de définitions précises: «Ça veut dire quoi cette phrase? Franchement ça veut dire quoi?» Il est l'heure pour Pascal Praud de porter le coup de grâce: «Vous voulez que je vous dise? J'comprends rien. C'est un mélange

de poncifs, de phrases creuses, une sorte de bouillie intellectuelle...» «Bouillie», est-ce l'insulte de trop? L'oreille de Praud lui a-t-elle surré à l'oreille? Sans prévenir, le ton change. Certains passages du livre sont soudain reconnus émouvants. «Je pense qu'il y a une part de naïveté dans ce que vous écrivez, et je l'ai peut-être mal traduit tout à l'heure en parlant de bouillie.»

La productrice de «bouillie» est désormais une simple et innocente «naïve». Comme Macron et son «brainwashing». Comme «les médias du service public». Comme le malheureux pays entier, en somme, en dehors du studio de CNews, dernier bastion de lucidité dans l'aveuglement général. Trop tard. Les réseaux sociaux vont se pourlécher de la «bouillie», et le député Aymeric Caron va saisir l'Arcom, accusant Praud de prendre «fait et cause pour le Rassemblement national». Nul doute que l'équipe s'est réjouie. Depuis le temps qu'ils entendent ça... ➔

SIGNÉ COCO





Pour faire
un don
scannez ce QR code

CULTURE/

Entre courts et longs métrages, restaurations et clips, réalité virtuelle et films de commande, Annecy maintient l'éclectisme qui fonde sa sélection: nulle part ailleurs peut-on voir cohabiter, à quelques salles d'écart, des mastodontes comme le second volet des *Bad Guys*, produit par les studios DreamWorks et qui emmène sa troupe de *misfits* à travers le monde, et des mini-films labélisés «WTF» comme *Peter Hair*, histoire d'un cheveu décidé à quitter la tête sur laquelle il a poussé. Mais, dans un cas comme dans l'autre, le film vaut comme invitation au voyage, offre de se projeter vers un territoire inconnu - spectateurs dans la salle et personnages dans la fiction, même combat.

L'analogie est confirmée par plusieurs scènes de traversée du miroir, ou fenêtres en forme d'écrans blancs comme dans *les Bottes de la nuit*, charmant lauréat du cristal du meilleur court métrage. L'épopée nocturne d'un jeune garçon au milieu des bois prend l'allure d'une délicate rêverie, guidée par un animal à la recherche d'un monstre caché dans un lac. Habituel de l'animation en *stop motion*, son réalisateur Pierre-Luc Granjon opte ici (via la technique d'écran d'épingles) pour de somptueux camaïeux anthracite où les décors fluctuent au fil du songe. Arbres et plantes se métamorphosent en petits êtres, tirant un environnement familial du côté du fantastique. Le film s'achève de même par une belle révélation: et si le fameux monstre n'était qu'un reflet de l'observateur penché au-dessus de la surface de l'eau? Endroit, envers, deux mondes en miroir.

HUMOUR SAVOUREUX

Et quitte à imaginer une autre réalité à partir de la nôtre, autant en dessiner une plus accueillante, par exemple où «*les personnes queer et racisées dominent la galaxie*». C'est ce qu'expliquent, sous les applaudissements d'un public annécien à l'enthousiasme légitime Emma Hough Hobbs et Leela Varghese, les réalisatrices de *Lesbian Space Princess*, excellente surprise pop de la sélection alternative Contrechamp. Tout l'humour savoureux de ce *space opera* utopiste, concocté par une mini-équipe de jeunes Australien·ne·s, repose sur une inversion: ce sont les minorités qui régissent le majestueux «*gay space*»,

tandis que les «*straight white malians*», aliens frustrés, tout blancs et droits comme des i, vivent reclus dans une grotte aux confins de l'univers. On pourrait croire, face à l'introduction de *Chao* de Yasuhiro Aoki, retrouver dans son animation anguleuse ce même alliage de comédie et d'inventivité. On y découvre, tambour battant, une mégapole fantasmée où humains et sirènes cohabitent, traversée de métros et de couloirs d'eau aériens. Mais cette romance fortuite entre un paumé et une prin-

cesse des mers, malgré quelques gags efficaces, se fond progressivement dans le moule d'une fable attendue sur l'acceptation des différences, plombée d'interminables flash-back larmoyants. La forme du conte, privilégiée pour ces récits de voyages, s'apparente aussi souvent à un canevas balisé, dont plusieurs des films peinent encore à s'extraire - le dépaysement s'avère ici un peu entamé par ces ficelles archaïques.

Le bien nommé *Another World* de Tommy Kai Chung Ng, présenté parmi les *Midnight Specials*, en est l'exemple type. Sorte de grande machine à laver hongkongaise, où époques et dimensions s'entrechoquent pendant près de deux heures, le film suit les tribulations d'un petit esprit chargé de veiller sur les âmes humaines et d'éviter qu'elles ne se transforment en démons sanguinaires. Entre voix off explicative et allers-retours intempestifs, on croirait voir plusieurs épisodes de série concassés en un long métrage rempli à ras bord. La narration laborieuse devient la lourde contrepartie à un enchaînement de tableaux fantastiques disparates, autrement dantesques: panoramas de limbes rouge sang et bleu azur, funérailles royales, et même affrontements contre des monstres géants.

La réussite d'*Arco*, choix évident pour le cristal du meilleur long métrage (déjà présenté à Cannes en séance spéciale), apparaît encore plus grande que son réalisateur, Ugo Bienvenu, évite précisément ces écueils. *Arco*,

c'est un garçon volant venu du lointain futur et échoué chez Iris, une jeune fille de 2075, qui va l'aider à rentrer chez lui. Le film combine ainsi l'imaginaire du conte et de la science-fiction, alliage rafraîchissant qui déjoue les formules déjà vues de l'un et l'autre. À l'image du récent *Mars Express*, le film impressionne par sa capacité à accumuler les inventions high-tech sans s'appesantir, à dégager un sentiment de «quotidien de demain» plutôt que de visite guidée barbante.

AKÈNES DE PISSENLT

Arco, qui dresse également une parabole écologique, pointe une autre facette du dépaysement recherché par les films de la sélection. L'humanité semble atteindre ses limites, réfugiée sous cloche pour survivre aux désastres environnementaux ou, dans le futur plus éloigné, en haut de tours au-dessus des nuages permettant de laisser la Terre «en jachère». Il aura souvent été question, au fil du festival, de faire sans nous, d'épouser un autre regard, qu'il s'agisse d'animaux, protagonistes récurrents du cinéma d'animation (on se souvient de *Flow*, grand vainqueur de l'an dernier), ou, pourquoi pas, de végétaux.

Une fleur de balsamine même, dans le joli *Housenka* de Kinoshita Baku, qui revisite le film de *yakuza* en déléguant la narration à une plante douée de parole. Accordé à cette perspective oblique, le film, derrière sa facture classique, se concentre avec tendresse sur des

Le festival d'Annecy animé par l'ailleurs

Epopée dans les bois, «*gay space*», garçon volant venu du futur...

La programmation joliment dépareillée du festival du film d'animation, qui s'est clôturé samedi, a affirmé un désir de repousser les frontières et de se tourner vers des horizons inexplorés.

Par CLÉMENT COLLIAUX Envoyé spécial à Annecy



Another World de Tommy Kai Chung Ng. PHOTO T. KAI CHUNG NG



Les Bottes de la nuit de Pierre-Luc Granjon, réalisé via la technique d'écran d'épingles. PHOTO AM STRAM GRAM

petits détails domestiques (feux d'artifice au loin, mélodie des objets du quotidien) plutôt que sur les passages obligés de la vie crapuleuse de son héros. Toujours dans la compétition, c'est avec des akènes de pissenlit que l'on traverse *Planètes*, l'étonnant périple intergalactique de quatre fleurs réalisé en combinant animation par ordinateur, photos de paysages et prises de vues macroscopiques.

La conscience environnementale du film, qui met à l'honneur la faune et la flore du minuscule, rejoint celle de *La mort n'existe pas*, fable introspective centrée sur une jeune activiste. Mais alors que ce dernier s'avère sentencieux et plus intéressé par les tourments de son héroïne que par les magnifiques décors qui l'entourent, *Planètes* laisse éclater le regard décentré de sa réalisatrice, Momoko Seto, en faisant définitivement abstraction de l'humain. Observées depuis l'échelle des akènes, les limaces et les plantes donnent vie à des panoramas quasiment extraterrestres; il fallait une complète bascule du regard pour nous faire éprouver de façon inédite les phénomènes qui composent notre monde. Belle synthèse d'un festival où l'animation aura cette année démontré son potentiel pour approcher une altérité : si le point de vue humain demeure – pour le moment – une porte d'entrée privilégiée dans leurs récits, les films de la sélection proposent de regarder ailleurs, et, pour les plus audacieux, de regarder d'ailleurs. ♦

Un secteur en crise

En marge du festival, les professionnels ont fait part de leurs inquiétudes, liées à la diminution des investissements ces dernières années et au développement de l'intelligence artificielle.

Sous le lourd soleil d'Annecy, tout semble au beau fixe pour l'animation internationale. On a même pu visiter le chantier de la toute nouvelle Cité du cinéma d'animation, prévue pour 2026, à l'offre éclatante: expositions permanentes et temporaires, ateliers autour des différentes techniques, résidences d'artistes, projections en plein air... Malgré cet essor, les acteurs français du secteur connaissent pour leur part une récession multifactorielle, dont l'amour n'a cessé de croître.

«Retournement brutal». «C'est avant tout une crise de l'emploi, qui met en péril l'écosystème français, touche durement les techniciens et les nouveaux entrants, l'emploi de demain et la formation», a alerté le Syndicat des producteurs indépendants (SPI)

durant sa conférence de presse. Le bilan est préoccupant: d'après Stéphane Le Bars, délégué général d'AnimFrance (qui regroupe une majorité des syndiqués du secteur): «Le nombre d'heures travaillées a chuté de 30% par rapport à 2022.» La cause principale concerne un «retournement brutal» des plateformes étaisunaises qui, après avoir provoqué un boom de la demande en animation, ont brusquement délaissé la conquête de nouveaux abonnés pour se rabattre sur une politique de rentabilité plus conservatrice.

«Ils ont taillé dans les investissements de manière massive», se désole Stéphane Le Bars, et coupé l'herbe sous le pied des nouveaux studios qui s'étaient précipités dans cette brèche. «C'est de plus en plus long de financer un projet, il y a de plus en plus d'acteurs et de moins en moins de place», précise Sébastien Onomo, membre du SPI et producteur de *Allah n'existe pas* et *Au cœur des ténèbres*, présentés durant le festival.

Pour remédier à cette mainmise nord-américaine, les syndicats demandent la réouverture du décret «SMAD», nerf de la guerre dans la relation avec les streamers qui garantit des investissements dans la production

française... mais pas dans l'animation ou la non-fiction, grands oubliés de cette convention décidée à la hâte en 2021. Coup de théâtre: en plein milieu du festival, la ministre de la Culture, Rachida Dati, a annoncé justement vouloir remettre le SMAD sur le métier. En parallèle, France Télévisions, qui demeure parmi les principaux demandeurs d'animation en France, tient bon et a renouvelé en 2024 un engagement à hauteur de 80 millions d'euros.

«Dégâts». Bonnes nouvelles, mais le SPI reste vigilant. «Il faut être sûr qu'une réévaluation en faveur de l'animation ne se fasse pas au détriment des autres secteurs», avance Sébastien Onomo, pour qui il est «bien trop tôt pour espérer une sortie de crise». Autre facteur d'inquiétude: le développement des IA, adressé par plusieurs tables rondes durant le festival. «On ne peut pas faire comme si ce n'était pas là, explique le producteur. Il y a deux options: l'une passive, où on attend de voir les dégâts que les IA vont causer, l'autre active, où on essaie de cadrer ces outils pour qu'ils servent les créateurs.» Là aussi, il faudra légiférer – et vite.

C.Cx (A Annecy)

CULTURE/



Né à la fin des années 2010, caroline s'est transformé comme un organisme mutant au contact d'autres musiciens. PHOTO EL HARDWICK

caroline, grand huit renversant

L'octuor britannique sort son deuxième album, hypnotisant, singulier et fruit d'une prolifique émulation collective encouragant l'expérimentation sonore.

En plusieurs décennies d'interviews avec des musiciens, on n'avait jamais vu ça. Dans les locaux de la branche française de leur label, Mike O'Malley et Jasper Llewellyn, membres de l'octuor anglais caroline, n'ont pas traversé la Manche pour débiter une version orale de leur dossier de presse et survendre en termes aguicheurs leur (formidable) deuxième album. Pendant une heure, ils préféreront dialoguer, sur la base de nos questions, échangeant entre eux comme s'ils poursuivaient en mode parlé l'ininterrompue conversation d'instruments dont la musique de caroline apparaît extraite, sur disque, tel le minerai rare d'un éboulis gigan-

tesque. En live, ce groupe qui privilie-
gie également l'embolie sonore au spectaculaire convenu de la reproduction, se produit souvent en cercle, comme en communion, lié par la même soif d'apprendre de lui-même pendant qu'il joue. L'Angleterre, longtemps pays-roi du couplet-refrain, terre d'arrogance et de concision punk et pop, n'a pas vu venir cette génération d'instrumentistes branchés improvisation, circulation de fluides, déconstruction et reconstruction des idiomes jazz, folk et rock dont caroline, avec quelques autres (Black Midi, Squid, Black Country, New Road), incarne l'essor.

Cohésion. Né à la fin des années 2010 à l'Université de Manchester sous la forme embryonnaire d'un trio de reprises de folk des Appalaches initié par Llewellyn et O'Malley avec le guitariste Casper Hughes, caroline s'est transformé comme un organisme mutant au contact d'autres musiciens londoniens, où ils sont basés désormais, en élargissant progressivement sa

gamme chromatique à des cuivres et cordes, sur la base improvisée qui donnera corps à leur premier album de 2022. «Cet album, dit Jasper Llewellyn, qui alterne batterie, voix et violoncelle, c'est véritablement le produit d'une émulation collective car nous cherchions encore nos marques de façon fragmentée. Il nous arrivait de faire des concerts de cinq heures, comme au Southbank Center, à improviser comme ces vieux musiciens que l'on adore aller voir au Café Oto [haut lieu de l'avant-garde londonienne, ndlr] Evan Parker ou Steve Noble. Pour le nouveau, nous avons travaillé beaucoup plus sur les structures des morceaux, qui ont beaucoup bougé en route mais qui à l'arrivée témoignent d'une plus grande cohésion entre nous.» Le groupe a même réussi à attirer dans ses filets la décidément protéiforme pop star Caroline Polachek, pas seulement en raison de son prénom, laquelle leur offre avec le délicatement hypnotique *Tell Me I Never Knew That* une ouverture plus grande public inespérée. «C'est vérit-

ablement l'une des seules chanteuses de la pop contemporaine que nous adorons tous dans le groupe. Le fait qu'elle ait accepté l'invitation était à la fois une anomalie et, quand on voit tout ce qu'elle a fini par apporter, quelque chose qui tombait sous le sens.» Car malgré l'ironie absurde d'un titre comme *Coldplay Cover*, l'essence de caroline a plus à voir avec le son du Chicago des années 1990 (Tortoise, Gastr del Sol) ou d'autres formations de la grande sphère rock expérimentale (Slint, Low, Dirty Three, Jim O'Rourke) qu'avec le tout venant des playlists Spotify.

Le très beau *Total Euphoria*, morceau d'ouverture de *Caroline 2*, est l'appartement témoin de cet album à la puissance calfeutrée, qui se décline en myriades de micro-expériences où même l'utilisation (mesurée) de l'autotune ne ressemble à rien d'entendu ailleurs. «Changer les voix, les trafiquer avec des processeurs, c'était une façon de créer d'autres personnages, d'apporter aux chansons une dimension dialoguée

«Changer les voix, les trafiquer avec des processeurs, c'était une façon de créer d'autres personnages.»

Jasper Llewellyn
membre de caroline

qui n'existaient pas auparavant. Même si nos paroles peuvent paraître assez nébuleuses, ce procédé amène plus de vie à notre musique», analyse Llewellyn, tant il est vrai qu'auparavant Caroline noyait ses parties vocales dans de profonds océans d'instrumentaux démontés à la Mogwai. «J'ai fait ce constat que nos existences étaient devenues profondément polyphoniques, ajoute Mike O'Malley. Je ne crois pas qu'une autre période de l'humanité a soumis l'être humain à autant de sensations parallèles simultanées, notamment d'un point de vue sonore. Avec les téléphones, tous les bruits environnants qui existent et se confrontent, nous sommes sans cesse interpellés, déroutés, dérangés, comme embarqués dans une sorte de chaos permanent dont un musicien peut tirer toutefois une matière stimulante. Cet album est sans doute, involontairement, le produit de ces sensations.»

Beauté distordue. En revanche, caroline s'est détaché du réel de la politique anglaise alors que le groupe, à l'origine, avait sorti un titre intitulé *Good Morning (Red)* dans l'euphorie de la poussée des Travailleuses de Jeremy Corbyn lors des élections générales de 2017. Le Brexit et les positions controversées de Corbyn ont vite douché l'enthousiasme de l'instant et amené le groupe à plus de prudence. «Casper avait écrit ça et c'était le plus engagé de nous tous, mais lorsqu'on est un groupe de huit personnes, ce n'est pas tenable de parler d'une seule voix sur ces sujets qui réclament plus de nuance», dit O'Malley. J'ai le sentiment que les problèmes qui se posent dans le monde dépassent les petites combines de partis politiques, et notre façon de décrire ce qui nous entoure doit avant tout passer par la musique.» A l'évidence, la beauté distordue de ces longues plages comme l'inquiétude sourde qui en émane parlent largement mieux du monde qu'un tract simpliste, et il est tout aussi évident que *Caroline 2* agira plus longtemps en nous.

CHRISTOPHE CONTE

CAROLINE, **CAROLINE 2**
(Rough Trade/Beggars).

Julien Romelard, dans *Sentinelles*. PHOTO JEAN-LOUIS FERNANDEZ

«Sentinelles»: Jean-François Sivadier déroule sa partition

Le metteur en scène suit trois amis d'enfance passionnés par le piano et traversés par des désirs contraires dans l'expression de leur art.

Sentinelles, le titre éclaire peu sur ce que raconte cette pièce de Jean-François Sivadier, – qui tourne avec succès depuis sa création en 2021. Même pas du tout si on en croit l'acception militaire; mieux vaut l'oublier pour se concentrer sur l'histoire de Mathis Schielmann, Swan Estovan et Raphaël Desparnès, trois amis liés depuis l'enfance, pianistes classiques virtuoses qu'on suit dans leur école dirigée par le maître Charles Heinsberg jusqu'au prestigieux concours en Russie. Sur scène, pas de grand décor, deux chaises, une toile au sol qui bascule en rideau, et surtout, bonne idée, pas de piano. Les préludes de Bach, Chostakovitch, Chopin leur tombent dessus, tra-

versent les corps dans des danses de doigts, de bras qui s'écartent, les têtes qui tournent, avec une petite raideur, mais ça fait le job.

Trois amis, chacun a son histoire : un oedipe pénible pour Mathis fils d'une mère défaillante, concertiste star, excellente pédagogue; un oedipe-transfert pour Swan qui fut son élève adoré, et le jeu de l'entre-deux pour Raphaël devenu prof à son tour, directeur d'école – pour lui le piano, c'est terminé. La pièce se nourrit de leurs affrontements adolescents, où chacun radicalise ses convictions. Quand Raphaël milite pour une vision politique de l'art, Swann déclare «*Mozart, c'est l'enfance*» et défend la puissance de l'émotion face à Mathis que le mot fait vomir; forcément son génie refuse les applaudissements et préférerait jouer dans une cave plutôt que de se soumettre «*au désir de plaisir qui fait de nous des mendians; s'en débarrasser est fondamental*».

Et c'est bien ce qu'on se dit devant la direction d'acteur de

Sivadier, qui désamorce systématiquement la violence de sa pièce par un jeu inoffensif manifestement préoccupé d'attraper le public comme s'il fallait s'excuser de parler d'art. Vincent Guédon, Julien Romelard et Samy Zerrouki jouent leur partition plus pour créer leurs personnages que pour faire entendre ce qui se dit. L'exhibition de leur jeu a un objectif : le plaisir de la salle, à contresens des positions de Mathis. La peur est si grande de se couper de son public – comme le veut l'expression très «politique culturelle» – que Raphaël se tourne vers nous, et demande à chacun : «*Alors Bach ou Mozart? Beatles ou Rolling Stones? Brel ou Barbara?*» Quand vient notre tour – avec la question, «*Orelsan ou Stromae?*» –, on la joue Bartleby, on préfère ne pas.

LAURENT GOUMARRE

SENTINELLES Texte et mise en scène de JEAN-FRANÇOIS SIVADIER au Théâtre Paris-Villette jusqu'au 21 juin.



Bark, de Steegmann Mangrané. MARC DOMAGE. LE CRÉDAC

Au Crédac, cultiver son jardin dans «Une nature moderne»

Le centre d'art contemporain d'Ivry-sur-Seine présente une série d'œuvres autour de ces espaces où se réinventent nos relations au vivant et notre résilience.

Cultiver son jardin. Et balayer devant sa porte. Parfois les bonnes expositions ne tiennent qu'à un fil, dans cette manière patiente d'entortiller des allures de vie, des façons d'être au monde et les formes qui les traduisent, des œuvres en somme, qui dessinent un paysage fertile. Avec «Une nature moderne», le Crédac d'Ivry est allé puiser dans le terreau qui a nourri ces vingt dernières années sa propre histoire. Le jardin de l'artiste britannique Derek Jarman, au-

d'œuvre d'art ultime, à Dungeness, sur des terres réputées incultivables du sud-est de l'Angleterre, qui est l'objet de toutes les attentions. Une émouvante série de photographies permet de prendre la mesure de ce geste fou de résilience. «*Un acte de foi et d'espoir*» débarrassé de toute dimension religieuse mais qui donne le ton à l'ensemble de l'exposition. Les artistes réunis ici s'accrochent à leur bout de terrain, utopies miniatures où se réinventent les relations au vivant,

le temps long de la germination et le partage du sensible. On y retrouve de fidèles abonnés, comme le photographe allemand Jochen Lempert ou l'artiste japonais Shimabuku, qui tous deux bénéficient de monographies au Crédac.

Le premier peuple discrètement l'expo d'un portrait de chouette en noir et blanc, jamais tout à fait le même. Le second propose de «*placer debout les choses couchées*». Une photo-

graphie atteste d'une performance réalisée dans la péninsule d'Oshika frappée par le tsunami de 2011 : sur le sable, un monument éphémère aux personnes disparues fait d'amas de branches et de bois flotté. D'autres, comme Pierre Joseph et son hommage

à son homonyme, le botaniste Pierre Joseph Redouté, ou le Brésilien Daniel Steegmann Mangrané et ses délicats troncs de bois anthropomorphiques dotés d'un œil en verre, ou encore la Franco-Marocaine Yto Barrada et son jardin écoféministe établi à Tanger, font vivre à leur manière la douce idée du jardin. Parmi eux, Pierre Creton, cinéaste inclassable, artiste paysan, pilier du Pays de Caux, fera quant à lui l'objet d'une rétrospective l'an prochain dans le centre d'art d'Ivry. La graine est semée.

CLAIRE MOULÈNE

UNE NATURE MODERNE
Jusqu'au 29 juin au Crédac d'Ivry-sur-Seine

Les sushis de l'amour

Chizuko Kimura La cheffe étoilée japonaise a appris à cuisiner par dévotion pour son mari décédé.



Jusqu'où peut-on sacrifier sa propre vie et ses envies par amour? A quel point est-il possible de s'oublier pour faire briller le souvenir de quelqu'un d'autre? Peut-on être heureux en endossant le destin et les désirs d'un défunt, devenu à la fois fardeau et carapace? Toutes ces questions, on se les pose une nuit de printemps, déambulant dans les rues vides de Montmartre. Une heure du matin approche. Il pleut. On vient de passer une heure en tête-à-tête avec Chizuko Kimura, après avoir goûté à sa cuisine. On prolonge le moment en traînant des pieds, de peur de rentrer trop vite chez soi. La discussion était étrange, tenue dans un anglais de voyageurs égarés, mâtinée d'expressions françaises, ponctuée de mots japonais. Vous savez ces confidences de bout de comptoir à des heures indues, quand l'on sait que l'on ne reverra jamais la personne et où l'on se dit des choses profondes tout en butant sur des évidences.

Chizuko Kimura a 55 ans. Elle est la seule femme à la tête d'un restaurant de sushis étoilé au monde, une récompense obtenue en mars. Son restaurant, dans une ruelle pavée et silencieuse du XVIII^e arrondissement, à deux pas du bouillonnant Pigalle, est un petit cocon tout en bois, avec un grand comptoir où se lèvent huit personnes par service. Cette arche de Noé

aux grandes baies vitrées, d'une élégance folle, se nomme Sushi Shunei, du prénom de son mari. Il y a encore cinq ans, Chizuko Kimura n'avait jamais préparé un nigiri de sa vie et elle ne le ferait toujours pas aujourd'hui si ce n'était une histoire d'amour et de deuil. Elle dit, dans un débit ultrarapide, regardant devant elle, glissant sur les mots comme un capitaine avalerait les vagues : «*Je n'ai jamais pas cuisiné.*» La brune aux pincements de lèvres inquiets a dû apprendre pour aider son mari, malade. A sa mort, en juin 2022, Shunei

Kimura venait d'obtenir une étoile, quelques mois seulement après l'ouverture de son comptoir. Sa femme, Chizuko, a décidé de reprendre l'affaire, dans une ville qu'elle

n'apprécie pas particulièrement, dans un pays dont elle ne parle pas la langue. Elle dit : «*Je voulais continuer seulement pour mon mari. Il faisait des sushis, alors, j'ai décidé d'en faire.*» Elle s'arrête. Elle ne ressent pas le besoin de développer. Elle est comme une *onna-bugeisha*, ces femmes samouraï. *Giri*: le «devoir».

Pendant longtemps, Chizuko Kimura a été guide de voyage. Elle est née et a grandi entre Tokyo et le mont Fuji. Son père est «*businessman*», sa mère femme au foyer. Elle a une sœur, des neveux. Elle voyage partout dans le monde. Un jour, em-

menant des touristes dans un restaurant près de l'Opéra, le quartier japonais de Paris, elle rencontre Shunei. Il a quatorze ans de plus qu'elle et vit en France depuis près de trente ans par amour pour ce pays, sa culture, sa langue, sa poésie. Lecteur d'Apollinaire, il voulait voir chaque jour sous le pont Mirabeau couler la Seine. Ils se rencontrent en 2004, se marient l'année suivante et, en 2008, elle s'installe ici. Ils n'ont pas d'enfant. En 2015, Shunei tombe malade: un cancer du foie. Il a pourtant un rêve: ouvrir son propre restaurant et obtenir une étoile.

Malgré la maladie, il décide avec Paul Dupuy et un autre associé de tenter l'aventure. Paul Dupuy, trentenaire, est entrepreneur, fondateur de la start-up en médecine préventive Zoï avec l'ancien macroniste Ismaël Emelien. Gamin, il allait dans un restaurant où Shunei était chef. Il en gardait un souvenir mémorable et sait reconnaître une histoire quand elle passe devant lui. Paul Dupuy jure: «*Ce n'était pas cher de se lancer. Les banques ont tout prêté.*» Avec le Covid-19, l'ouverture est retardée. Chizuko Kimura, qui a perdu son emploi faute d'activités touristiques, voit l'état de Shunei se dégrader: «*Je le regardais travailler, et parfois, il n'arrivait pas à découper les poissons à cause des douleurs. Je devais l'aider.*» Elle ajoute: «*Nous n'avons pas connu que le bonheur. Il y a eu aussi des années très difficiles.*»

Quand le restaurant ouvre enfin, en juin 2021, c'est presque la fin. Shunei obtient l'étoile en mars 2022, puis meurt trois mois après. L'année suivante, le Michelin retire sa récompense. Chizuko Kimura se promet de la récupérer: «*Je voulais la lui rendre. S'il ne l'avait pas eue, je n'aurais pas cherché à l'avoir. Il fallait qu'il continue de vivre.*» Elle sent sa présence. Derrière le comptoir ou chez eux, à deux cents mètres de là. Elle a toujours ses cendres. Les forces de l'esprit.

«*C'est l'une des choses qui m'a le plus impressionné dans ma vie: voir cette femme travailler sans limite avec toute son âme et tout son cœur,*» salue Dupuy. Après la mort de son mari, Chizuko Kimura part se former à Tokyo et à New York. Elle cherche aussi le bon chef pour être son partenaire, le trouve en la personne de Takeshi Morooka. S'ils se reliaient dans les préparations, c'est le quinquagénaire strict qui assemble la majorité des nigiris, face aux clients, dans un silence concentré. Devant nous, de l'art, des mains qui dansent. Il joue avec les grains de riz et le poisson comme un musicien virtuose. Chaque boucheée transforme notre menu B12 habituel en du vulgaire plastique. Un plat, inventé par Chizuko Kimura – «*Je l'ai fait,*» dit-elle avec un grand sourire – du homard au caviar et à la sauce tosazu, nous arrache des larmes d'émotion. Chaque poisson, pagre, thon gras, turbot ou encore sériole, est d'une finesse incomparable, accompagné de sakés millimétrés nous emmenant loin, dans des rizières pluvieuses, sur les traces du poète Basho. «*Elle est vraiment la force créatrice, loue Dupuy. Elle a voulu que tout s'améliore dans le restaurant de A à Z.*»

L'expérience de ce menu unique a un prix, 250 euros par personne. Avant l'étoile, l'établissement n'était pas toujours complet, reconnaît Chizuko Kimura. Elle s'inquiétait. Depuis, les clients viennent du monde entier, même des Japonais curieux de ce succès hors de leurs frontières. Elle dit, modeste: «*C'est plus facile d'être reconnue pour ses sushis à Paris. A Tokyo, la concurrence est trop forte.*» Moine-soldate, elle y dédie désormais sa vie. Elle ouvre cinq jours par semaine, s'occupe de l'approvisionnement le lundi et s'entraîne le dimanche. Les maîtres sushi sont des sportifs. Comme des nageurs, ils répètent, encore et encore. «*J'ai aimé quand j'ai commencé à y arriver,*» dit-elle. «*Quand j'ai vu le plaisir dans les yeux des clients.*» La joie est venue après la peine. Elle ne s'interdit pas de viser plus haut qu'une étoile et espère, un jour, être suffisamment forte pour pouvoir se passer d'un co-chef.

De Paris, elle ne profite que rarement. Elle va parfois au café avec des amies ou manger coréen. Les livres de poésie de Shunei, elle ne les a pas ouverts. Elle a préféré les ranger dans un carton. La célibataire aimeraient revivre un jour au Japon, mais elle se l'interdit : «*Je dois rester ici pour mon mari. Il était unique, hors des normes. Il m'a appris à voir positivement le monde.*» De cette histoire, on repart sans avoir toutes les clés. Parfois, coule la Seine et l'amour ne s'en va pas. ♦

Par **QUENTIN GIRARD**
Photo **CAMILLE MCOUAT**